



## **Eurobaromètre Standard 77 Printemps 2012**

# **LES EUROPÉENS, L'UNION EUROPÉENNE ET LA CRISE**

## **RAPPORT**

Terrain : mai 2012

Cette étude a été commandée et coordonnée par la Commission européenne,  
Direction générale Communication.

[http://ec.europa.eu/public\\_opinion/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm)

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.  
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

**Eurobaromètre Standard 77 / Printemps 2012 – TNS Opinion & Social**

**Eurobaromètre Standard 77**  
**Printemps 2012**

## **Les Européens, l'Union européenne et la crise**

Étude réalisée par TNS Opinion & Social à la demande de  
la Commission européenne, Direction générale Communication

Étude coordonnée par la Commission européenne,  
Direction générale Communication  
Unité « Recherche et speechwriting »

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	2
I. LA CRISE A-T-ELLE ATTEINT SON APOGÉE? .....	4
II. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA SITUATION DES MÉNAGES .....	9
III. LES ACTEURS LES PLUS EFFICACES POUR FAIRE FACE À LA CRISE .....	13
IV. LES MESURES À PRENDRE PAR L'UNION EUROPÉENNE .....	21
1. Les initiatives pour améliorer les performances de l'économie européenne .....	23
2. Les mesures les plus efficaces pour lutter contre la crise .....	26
V. RÉFORMER LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER ? .....	29
1. Des réformes nécessaires pour lutter contre la crise et réduire la dette publique .....	29
2. Quelles mesures pour réformer le système économique et financier .....	34
VI. L'IMPACT DE LA CRISE SUR L'UE ET LES EUROPÉENS .....	37

## ANNEXES

### Spécifications techniques

## INTRODUCTION

Les recommandations<sup>1</sup> de la Commission européenne, faites aux 27 pays de l'Union européenne (UE) et à la zone euro, concernant les politiques budgétaires et économiques nationales en 2012-2013, ont été adoptées le 31 mai 2012. Elles enjoignent les Etats membres à prendre davantage de mesures permettant de favoriser la croissance, tout en faisant reculer le chômage et en aidant les jeunes à trouver un emploi ou une formation. La Commission insiste notamment sur le niveau de qualification de la main d'œuvre, qui reste à améliorer, ainsi que sur les créations d'emplois envisagées dans les secteurs des services, de l'énergie et du numérique.

La présente enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2012 (EB77) a été réalisée quelques jours avant l'adoption de ces recommandations.

Le rapport complet de l'enquête Eurobaromètre Standard est composé de plusieurs volumes. Le premier analyse les résultats des indicateurs historiques de l'étude Eurobaromètre Standard. Quatre autres volumes présentent l'opinion des Européens sur d'autres thèmes : la stratégie Europe 2020 ; la citoyenneté européenne ; les valeurs. Le présent volume concerne la crise financière et économique.

Cette enquête Eurobaromètre Standard a été conduite entre le 12 et le 27 mai 2012 dans 34 pays ou territoires<sup>2</sup> : les 27 Etats membres de l'Union européenne, les six pays candidats (la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Turquie, l'Islande, le Monténégro et la Serbie), ainsi qu'auprès de la communauté chypriote turque dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre.

32.728 personnes provenant de groupes sociaux et démographiques différents ont été interrogées en face-à-face à leur domicile et dans leur langue maternelle, à la requête de la Commission européenne. La méthodologie utilisée est celle des études Eurobaromètre menées par la Direction générale Communication (Unité « Recherche et speechwriting »)<sup>3</sup>. Une note technique sur la manière de mener les interviews par les instituts du réseau de TNS Opinion & Social est annexée à ce rapport. Cette note indique également les intervalles de confiance<sup>4</sup>.

\* \* \* \* \*

---

<sup>1</sup> [http://ec.europa.eu/news/economy/120531\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/news/economy/120531_fr.htm)

<sup>2</sup> Veuillez consulter les spécifications techniques pour les dates exactes du travail de terrain dans chaque pays

<sup>3</sup> [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm)

<sup>4</sup> Les tableaux de résultats sont joints en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% dans les cas où les personnes interrogées avaient la possibilité de choisir plusieurs réponses à une question.

Les abréviations utilisées dans ce rapport et leurs correspondances sont les suivantes :

ABRÉVIATIONS			
BE	Belgique	LV	Lettonie
CZ	République tchèque	LU	Luxembourg
BG	Bulgarie	HU	Hongrie
DK	Danemark	MT	Malte
DE	Allemagne	NL	Les Pays-Bas
EE	Estonie	AT	Autriche
EL	Grèce	PL	Pologne
ES	Espagne	PT	Portugal
FR	France	RO	Roumanie
IE	Irlande	SI	Slovénie
IT	Italie	SK	Slovaquie
CY	République de Chypre***	FI	Finlande
LT	Lituanie	SE	Suède
		UK	Le Royaume-Uni
CY (tcc)	Communauté chypriote turque		
HR	Croatie	UE27	Union européenne – 27 Etats membres
TR	Turquie		
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine ****	UE15	BE, IT, FR, DE, LU, NL, DK, UK, IE, PT, ES, EL, AT, SE, FI*
IS	Islande	NEM12	BG, CZ, EE, CY, LT, LV, MT, HU, PL, RO, SL, SK**
ME	Monténégro	Zone euro	BE, FR, IT, LU, DE, AT, ES, PT, IE, NL, FI, EL, EE, SI, CY, MT, SK
		Hors- zone euro	BG, CZ, DK, LV, LT, HU, PL, RO, SE, UK
RS	Serbie		

\* UE15 fait référence aux 15 pays formant l'Union européenne avant les élargissements de 2004 et 2007

\*\* Les NEM12 sont les 12 "nouveaux Etats membres" qui ont rejoint l'Union européenne lors des élargissements de 2004 et 2007

\*\*\* Chypre dans son ensemble est l'un des 27 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY » et compris dans la moyenne de l'UE27. Les entretiens réalisés dans la partie du pays non contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : communauté chypriote turque]

\*\*\*\* Abréviation provisoire ne préjugant pas de la nomenclature définitive de ce pays qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies

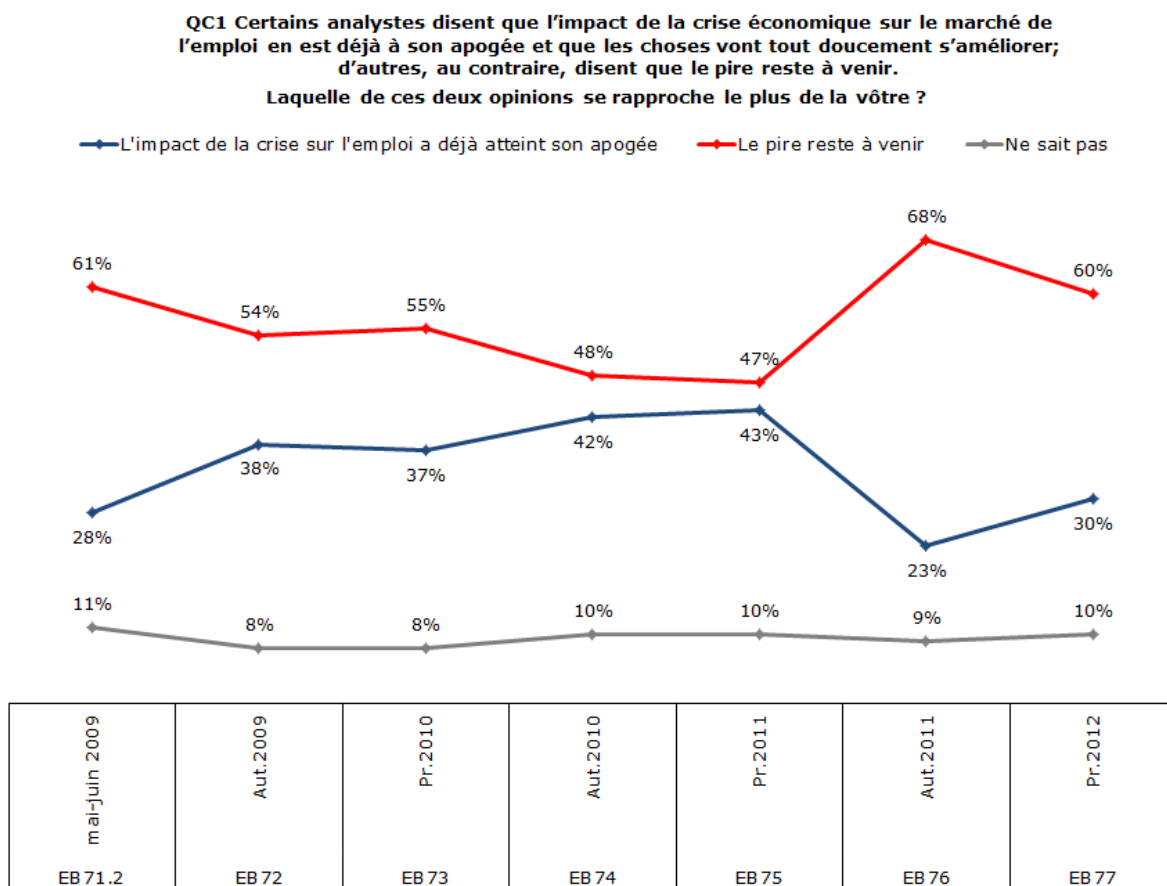
\* \* \* \* \*

*Nous tenons à remercier toutes les personnes interrogées à travers l'Europe  
qui ont pris le temps de participer à ce sondage.*

*Sans leur participation active, cette enquête n'aurait pas été possible.*

## I. LA CRISE A-T-ELLE ATTEINT SON APOGÉE?

La dernière mesure de cet indicateur, réalisée à l'automne 2011, avait montré un bond spectaculaire du niveau de pessimisme (68%, +21 points). Cette dégradation soudaine de l'opinion publique faisait suite à une hausse régulière depuis le printemps 2009 du sentiment selon lequel l'impact de la crise sur l'emploi avait déjà atteint son apogée. Au printemps 2012, on enregistre une baisse de ce pessimisme même s'il reste à des niveaux élevés. **Ce sont ainsi 60% des personnes interrogées qui estiment que le pire reste à venir**<sup>5</sup>, un niveau similaire à celui enregistré la première fois que cette question avait été posée en mai-juin 2009 (61%). A l'inverse, près d'un tiers des Européens (30%, +7 points) semble désormais voir l'avenir sous des jours meilleurs.



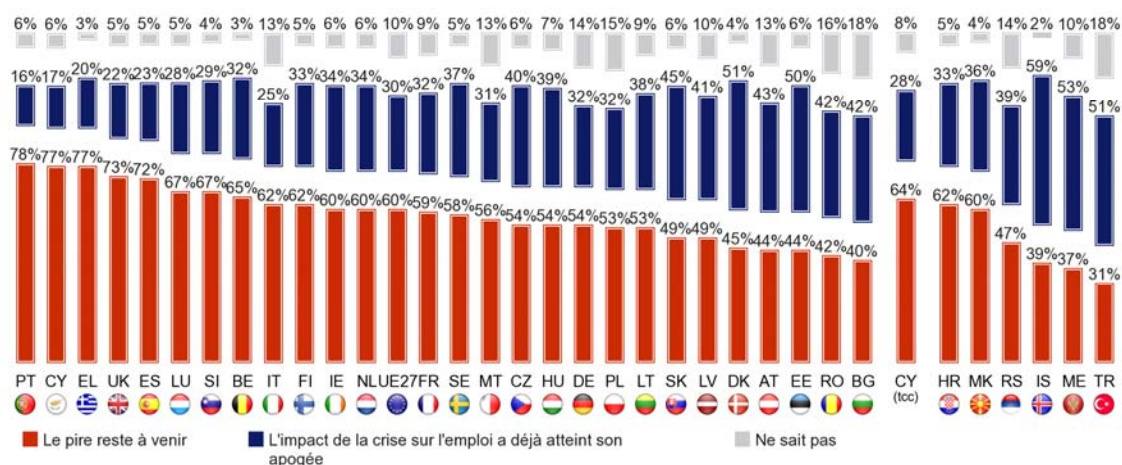
Notons que la proportion la plus importante de personnes pessimistes se trouve plutôt dans les pays UE15 (63%, pour 50% dans les pays NEM12).

<sup>5</sup> QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ? L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée ; Le pire reste à venir

**Dans 22 Etats membres sur 27, l'opinion selon laquelle l'impact de la crise sur le marché de l'emploi reste à venir est majoritaire.** Dans seulement trois pays, l'opinion publique a un avis majoritairement contraire : le Danemark (51% d'opinions optimistes contre 45% d'opinions pessimistes), l'Estonie (50% contre 44%) et la Bulgarie (42% contre 40%). Dans deux autres pays, l'opinion est partagée : en Roumanie (où 42% des personnes interrogées s'expriment de manière optimiste et 42% de manière pessimiste) et en Autriche (avec 43% d'opinions optimistes et 44% d'opinions pessimistes). Parmi les six pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, trois témoignent d'un degré d'optimisme plus marqué (l'Islande, le Monténégro et la Turquie, avec respectivement 59%, 53% et 51% d'opinions positives) et trois enregistrent des niveaux importants de pessimisme (la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Serbie, respectivement 62%, 60% et 47% d'opinions négatives).

Les Etats membres dont les citoyens expriment le plus catégoriquement leur pessimisme sont le Portugal (78%), la Grèce et Chypre (77% chacun), ainsi que le Royaume-Uni (73%) et l'Espagne (72%).

QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?





































**Le pessimisme décroît depuis l'automne 2011** dans 23 Etats membres de l'UE, avec parfois des baisses spectaculaires, comme en Slovaquie (49%, -22 points), au Danemark (45%, -20 points) et en République tchèque (54%, -20 points).

Cette baisse s'observe également dans les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, exception faite de l'ancienne République yougoslave de Macédoine (60%, +11 points).

Trois Etats membres enregistrent au contraire une augmentation du pessimisme par rapport à l'automne 2011 : l'Espagne (72%, +2 points), la Bulgarie (40%, +2 points), la Grèce (77%, +1 point), tandis que l'opinion reste stable en Italie (62%).



































QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

		Le pire reste à venir	Diff. Pr.2012-Aut.2011	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Diff. Pr.2012-Aut.2011	Ne sait pas	Diff. Pr.2012-Aut.2011
	UE27	60%	<b>-8</b>	30%	<b>+7</b>	10%	<b>+1</b>
	UE15	63%	<b>-7</b>	28%	<b>+6</b>	9%	<b>+1</b>
	NEM12	50%	<b>-11</b>	38%	<b>+11</b>	12%	<b>=</b>
	Zone euro	61%	<b>-7</b>	29%	<b>+6</b>	10%	<b>+1</b>
	Hors-zone euro	58%	<b>-9</b>	32%	<b>+8</b>	10%	<b>+1</b>
	BG	40%	<b>+2</b>	42%	<b>+4</b>	18%	<b>-6</b>
	ES	72%	<b>+2</b>	23%	<b>-2</b>	5%	<b>=</b>
	EL	77%	<b>+1</b>	20%	<b>-1</b>	3%	<b>=</b>
	IT	62%	<b>=</b>	25%	<b>=</b>	13%	<b>=</b>
	CY	77%	<b>-3</b>	17%	<b>+1</b>	6%	<b>+2</b>
	IE	60%	<b>-5</b>	34%	<b>+5</b>	6%	<b>=</b>
	PT	78%	<b>-6</b>	16%	<b>+5</b>	6%	<b>+1</b>
	SI	67%	<b>-6</b>	29%	<b>+7</b>	4%	<b>-1</b>
	UK	73%	<b>-6</b>	22%	<b>+6</b>	5%	<b>=</b>
	DE	54%	<b>-7</b>	32%	<b>+8</b>	14%	<b>-1</b>
	MT	56%	<b>-7</b>	31%	<b>+6</b>	13%	<b>+1</b>
	SE	58%	<b>-7</b>	37%	<b>+5</b>	5%	<b>+2</b>
	LT	53%	<b>-8</b>	38%	<b>+7</b>	9%	<b>+1</b>
	HU	54%	<b>-8</b>	39%	<b>+9</b>	7%	<b>-1</b>
	BE	65%	<b>-9</b>	32%	<b>+9</b>	3%	<b>=</b>
	LV	49%	<b>-9</b>	41%	<b>+6</b>	10%	<b>+3</b>
	AT	44%	<b>-9</b>	43%	<b>+7</b>	13%	<b>+2</b>
	PL	53%	<b>-9</b>	32%	<b>+5</b>	15%	<b>+4</b>
	LU	67%	<b>-10</b>	28%	<b>+10</b>	5%	<b>=</b>
	FI	62%	<b>-10</b>	33%	<b>+10</b>	5%	<b>=</b>
	EE	44%	<b>-11</b>	50%	<b>+10</b>	6%	<b>+1</b>
	RO	42%	<b>-14</b>	42%	<b>+17</b>	16%	<b>-3</b>
	NL	60%	<b>-16</b>	34%	<b>+16</b>	6%	<b>=</b>
	FR	59%	<b>-17</b>	32%	<b>+14</b>	9%	<b>+3</b>
	CZ	54%	<b>-20</b>	40%	<b>+19</b>	6%	<b>+1</b>
	DK	45%	<b>-20</b>	51%	<b>+21</b>	4%	<b>-1</b>
	SK	49%	<b>-22</b>	45%	<b>+20</b>	6%	<b>+2</b>
	CY (tcc)	64%	<b>+7</b>	28%	<b>-3</b>	8%	<b>-4</b>
	MK	60%	<b>+11</b>	36%	<b>-9</b>	4%	<b>-2</b>
	HR	62%	<b>-3</b>	33%	<b>+3</b>	5%	<b>=</b>
	ME	37%	<b>-8</b>	53%	<b>+4</b>	10%	<b>+4</b>
	IS	39%	<b>-11</b>	59%	<b>+12</b>	2%	<b>-1</b>
	TR	31%	<b>-15</b>	51%	<b>+13</b>	18%	<b>+2</b>
	RS	47%	<b>NA</b>	39%	<b>NA</b>	14%	<b>NA</b>






Même si le niveau de pessimisme reste élevé, la comparaison des résultats obtenus dans cette enquête Eurobaromètre avec ceux de mai-juin 2009 révèle des modifications importantes : dix-neuf Etats membres enregistrent ainsi une baisse de l'opinion pessimiste (de -1 point en Slovaquie et aux Pays-Bas jusqu'à -33 points en Lettonie), et huit pays une augmentation (de +1 point à Malte jusqu'à +15 points en Espagne).

QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

		Le pire reste à venir	Diff. Pr.2012-mai-juin 2009	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Diff. Pr.2012-mai-juin 2009	Ne sait pas	Diff. Pr.2012-mai-juin 2009
	UE27	60%	-1	30%	+2	10%	-1
	UE15	63%	+1	28%	-1	9%	=
	NEM12	50%	-8	38%	+13	12%	-5
	Zone euro	61%	-1	29%	+1	10%	=
	Hors-zone euro	58%	-1	32%	+3	10%	-2
	ES	72%	+15	23%	-12	5%	-3
	IT	62%	+13	25%	-10	13%	-3
	UK	73%	+10	22%	-9	5%	-1
	EL	77%	+8	20%	-8	3%	=
	SE	58%	+6	37%	-8	5%	+2
	CY	77%	+4	17%	-2	6%	-2
	PL	53%	+3	32%	-1	15%	-2
	MT	56%	+1	31%	+1	13%	-2
	SI	67%	-1	29%	+3	4%	-2
	NL	60%	-1	34%	+1	6%	=
	FI	62%	-3	33%	+1	5%	+2
	BE	65%	-4	32%	+6	3%	-2
	IE	60%	-6	34%	+13	6%	-7
	LU	67%	-6	28%	+8	5%	-2
	AT	44%	-7	43%	+11	13%	-4
	FR	59%	-8	32%	+7	9%	+1
	BG	40%	-10	42%	+26	18%	-16
	CZ	54%	-10	40%	+11	6%	-1
	HU	54%	-12	39%	+14	7%	-2
	DK	45%	-13	51%	+15	4%	-2
	DE	54%	-15	32%	+11	14%	+4
	RO	42%	-16	42%	+23	16%	-7
	SK	49%	-17	45%	+22	6%	-5
	LT	53%	-21	38%	+20	9%	+1
	PT	78%	-22	16%	-7	6%	-15
	EE	44%	-32	50%	+30	6%	+2
	LV	49%	-33	41%	+28	10%	+5
	CY (tcc)	64%	NA	28%	NA	8%	NA
	MK	60%	-4	36%	+11	4%	-7
	HR	62%	-11	33%	+20	5%	-9
	TR	31%	-14	51%	+12	18%	+2
	IS	39%	NA	59%	NA	2%	NA
	ME	37%	NA	53%	NA	10%	NA
	RS	47%	NA	39%	NA	14%	NA

**Le pessimisme concernant l'impact de la crise sur l'emploi est majoritairement partagé par toutes les catégories de la population européenne.** Notons qu'il est néanmoins davantage ressenti par les moins favorisés : 66% des chômeurs (pour 58% des cadres), 65% des moins diplômés (pour 57% des plus diplômés) et 65% des personnes qui considèrent appartenir à la classe ouvrière (pour 48% de celles qui se rattachent à la "classe supérieure"<sup>6</sup>). C'est aussi davantage l'avis des personnes de 40 ans et plus (62%, pour 53% des 15-24 ans) et de celles qui considèrent que la mondialisation n'est pas une opportunité (71%, pour 53% qui pensent le contraire).

**QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?**

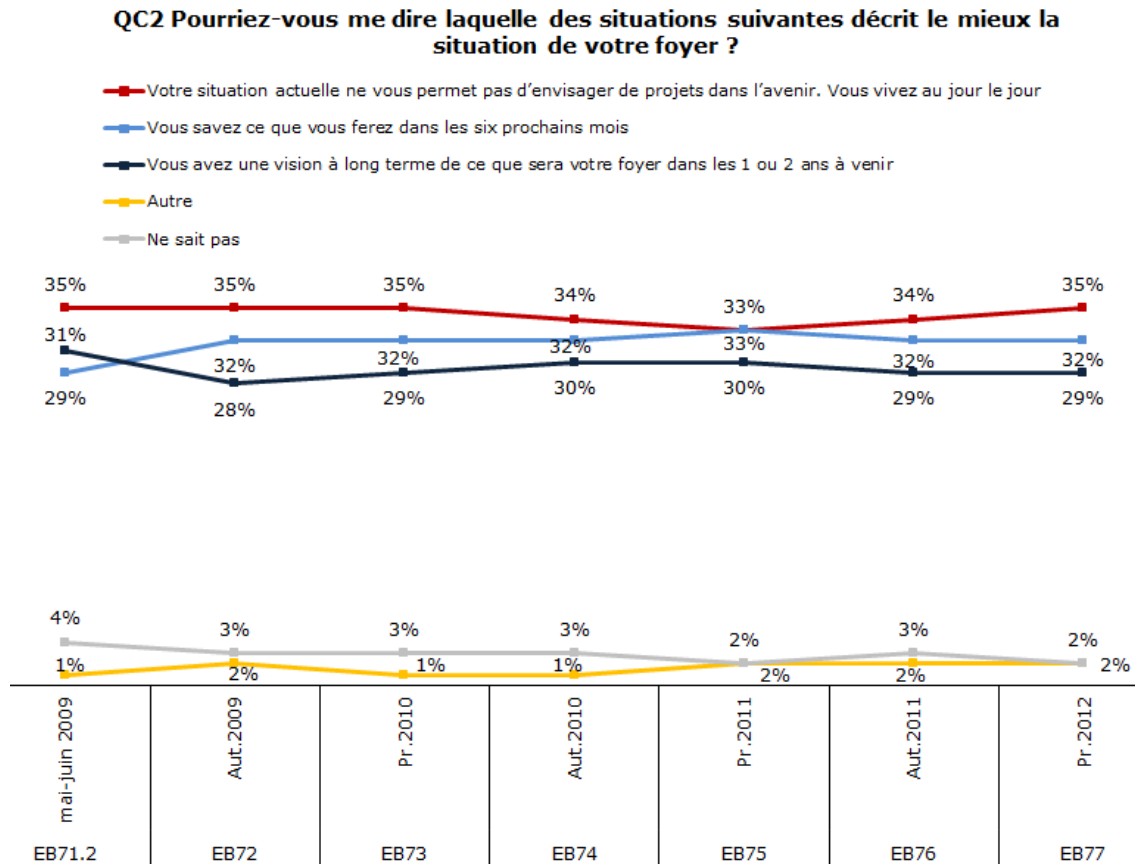
	Le pire reste à venir	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Ne sait pas
UE27	60%	30%	10%
 <b>Age</b>			
15-24	53%	35%	12%
25-39	59%	33%	8%
40-54	62%	30%	8%
55 +	62%	27%	11%
 <b>Age de fin d'études</b>			
15-	65%	24%	11%
16-19	61%	30%	9%
20+	57%	35%	8%
Toujours étudiant	51%	37%	12%
 <b>Echelle d'occupation</b>			
Indépendants	60%	32%	8%
Cadres	58%	34%	8%
Autres employés	59%	33%	8%
Ouvriers	61%	31%	8%
Hommes/ femmes au foyer	59%	29%	12%
Chômeurs	66%	26%	8%
Retraités	62%	26%	12%
Etudiants	51%	37%	12%
<b>Considère appartenir à</b>			
La classe ouvrière	65%	26%	9%
La classe moyenne	57%	34%	9%
La classe supérieure	48%	44%	8%
<b>La mondialisation est une opportunité</b>			
D'accord	53%	39%	8%
Pas d'accord	71%	22%	7%

<sup>6</sup> A noter que les personnes interrogées considérant appartenir à la "classe supérieure" de la société ne sont que 731 sur un échantillon de 26637 personnes, soit 3%, contre 50% pour la classe moyenne et 42% pour la classe ouvrière.

## II. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA SITUATION DES MÉNAGES

Contrairement à la question sur la sortie de crise qui a beaucoup évolué depuis l'enquête Eurobaromètre de mai-juin 2009, celle concernant la situation des ménages semble toujours stable. **Comme lors des enquêtes précédentes, les personnes interrogées demeurent partagées concernant l'impact direct de la crise sur leur foyer<sup>7</sup>.**

Les résultats sont quasiment identiques à ceux de l'enquête précédente réalisée à l'automne 2011. Ainsi, plus du tiers des personnes interrogées (35%, +1 point) considère que leur situation actuelle ne leur permet pas de faire de projets d'avenir. Elles sont 32% (stable) à savoir ce qu'elles feront dans les six prochains mois et 29% (stable) à envisager ce que sera leur foyer à plus long terme (dans un ou deux ans).



<sup>7</sup> QC2 Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ? Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour ; Vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois ; Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir ; Autre

D'importantes variations apparaissent selon les pays. On observe en particulier une différence significative entre les personnes interrogées dans les pays UE15 et dans les pays NEM12. Les premières sont ainsi 33% à envisager ce que sera leur foyer à long terme (dans un ou deux ans), pour 15% des secondes. A l'inverse, elles sont 30% (pour 38% dans les pays NEM12) à se projeter à moyen terme (dans les six prochains mois) et 33% (pour 42%) à vivre au jour le jour. Il est intéressant de souligner que malgré cette différence d'appréciation de l'avenir de leur foyer, les personnes interrogées dans les pays UE15 sont davantage pessimistes que celles des pays NEM12 quant à l'impact de la crise économique.

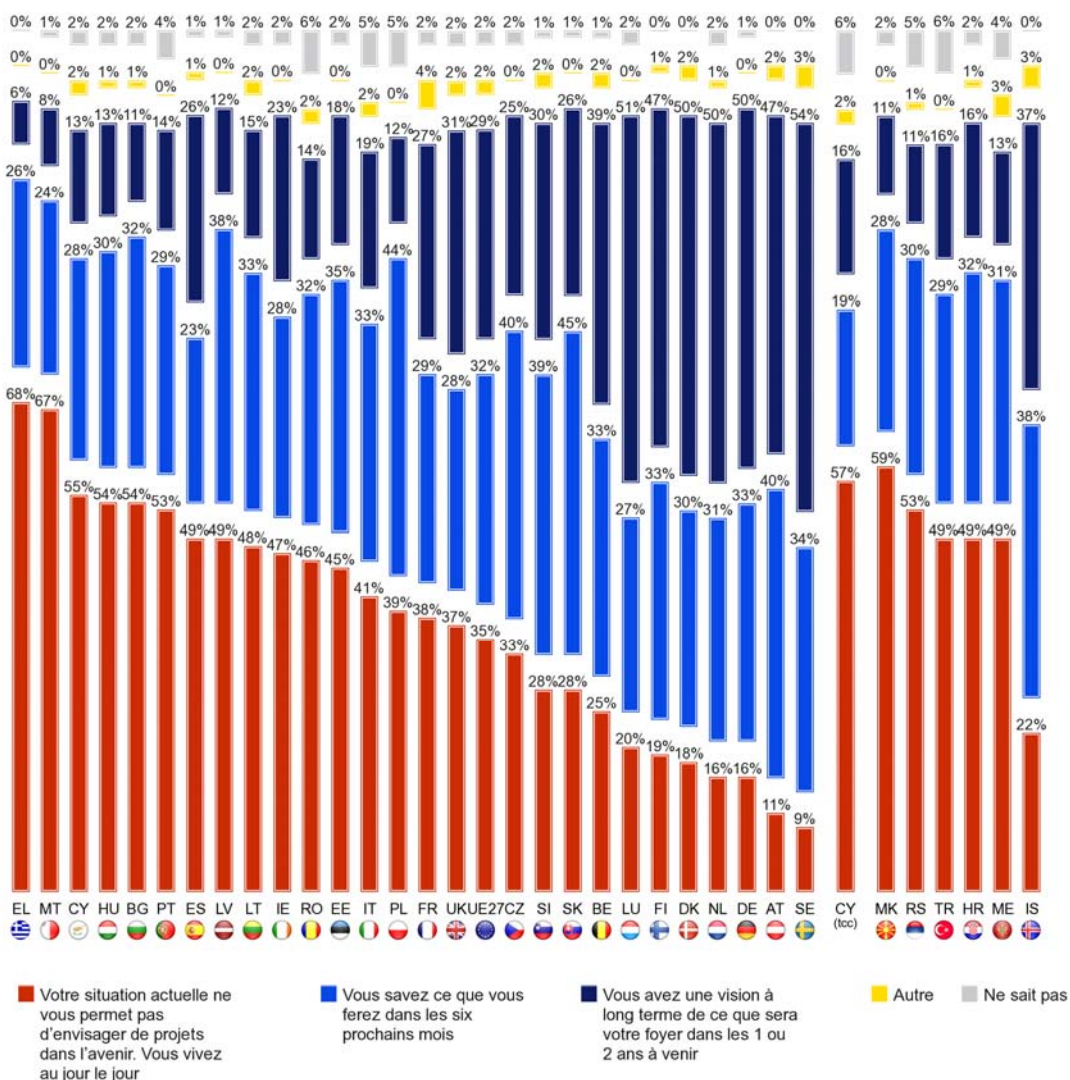
De même, les personnes interrogées dans la zone euro sont 32% (pour 24% en dehors de la zone euro) à avoir une vision à long terme de leur foyer.

**La situation la plus répandue au niveau européen, qui consiste à vivre au jour le jour, représente une majorité absolue, parmi les personnes interrogées, dans six Etats membres :** en Grèce (68%), à Malte (67%), à Chypre (55%), en Bulgarie et en Hongrie (54% chacun) et au Portugal (53%). C'est également le cas dans deux des six pays candidats à l'adhésion à l'UE : dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (59%) et en Serbie (53%).

**Les personnes interrogées les plus nombreuses à pouvoir envisager l'avenir à moyen terme (dans les six prochains mois)** se trouvent en Slovaquie (45%), en Pologne (44%), ainsi qu'en République tchèque et en Autriche (40% chacun).

Dans certains Etats membres situés au nord de l'Europe, les effets de la crise semblent moins se faire sentir, puisqu'une **majorité absolue des personnes interrogées déclare avoir une vision à long terme de leur foyer** : en Suède (54%), au Luxembourg (51%), ainsi qu'aux Pays-Bas, au Danemark et en Allemagne (50% chacun).

QC2. Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?



A l'instar de ce que l'on observait dans l'enquête précédente de l'automne 2011, **les personnes les moins favorisées sont, assez logiquement, celles qui éprouvent le plus de difficultés à se projeter à long terme**. Ainsi, 47% des moins diplômées (pour 24% des plus diplômées) déclarent vivre au jour le jour, de même que 68% des chômeurs (pour 13% des cadres) et 74% des personnes qui ont la plupart du temps des difficultés à payer leurs factures (pour 21% de celles auxquelles cela n'arrive pratiquement jamais).

C'est également davantage le cas des personnes divorcées (49%, pour 32% des personnes mariées). C'est aussi l'avis de 41% de celles qui ne pensent pas que la mondialisation soit une opportunité (pour 27% qui affirment le contraire) et de 40% des personnes qui disent que le pire reste à venir en termes d'impact de la crise sur l'emploi (pour 28% qui estiment que le pire est derrière nous).

**QC2 Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?**

	Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour	Vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois	Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir	Autre	Ne sait pas
UE27	35%	32%	29%	2%	2%

#### Age de fin d'études

15-	47%	26%	23%	1%	3%
16-19	39%	31%	27%	1%	2%
20+	24%	33%	39%	2%	2%
Toujours étudiant	24%	39%	30%	2%	5%

#### Echelle d'occupation

Indépendants	32%	32%	33%	1%	2%
Cadres	13%	33%	50%	2%	2%
Autres employés	28%	38%	30%	2%	2%
Ouvriers	36%	34%	27%	1%	2%
Hommes/ femmes au foyer	44%	27%	26%	1%	2%
Chômeurs	68%	18%	10%	2%	2%
Retraités	37%	30%	29%	1%	3%
Etudiants	24%	39%	30%	2%	5%

#### Difficultés à payer ses factures

La plupart du temps	74%	15%	8%	1%	2%
De temps en temps	48%	33%	16%	1%	2%
Pratiquement jamais	21%	35%	41%	1%	2%

#### Statut matrimonial

(Re)Marié(e)	32%	32%	33%	1%	2%
Celibataire vivant avec un conjoint	33%	34%	30%	1%	2%
Celibataire	37%	33%	25%	2%	3%
Divorcé(e) ou séparé(e)	49%	24%	25%	1%	1%
Veuf(ve)	48%	26%	21%	1%	4%

#### La mondialisation est une opportunité

D'accord	27%	33%	37%	1%	2%
Pas d'accord	41%	32%	24%	1%	2%

#### L'impact de la crise sur l'emploi

A atteint son apogée	28%	35%	35%	1%	1%
Le pire reste à venir	40%	30%	27%	1%	2%

### III. LES ACTEURS LES PLUS EFFICACES POUR FAIRE FACE À LA CRISE

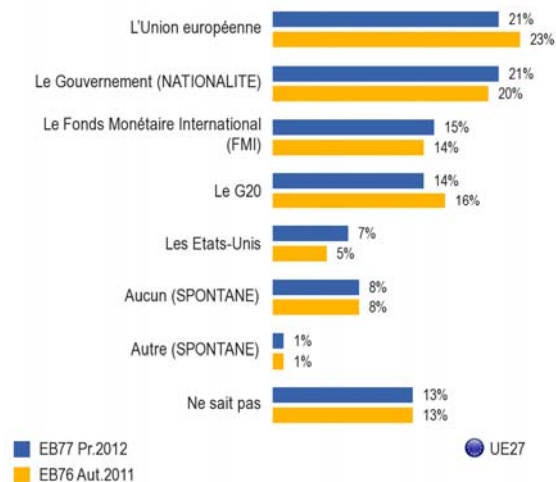
#### Qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise ?

C'est la septième fois que cette question<sup>8</sup> est posée depuis le printemps 2009. Comme lors des précédentes enquêtes Eurobaromètre, une liste d'institutions internationales (l'Union européenne, le G20 et le Fonds Monétaire International) mais également nationales (le Gouvernement et les Etats-Unis) ont été proposées aux personnes interrogées. Une seule réponse était possible.

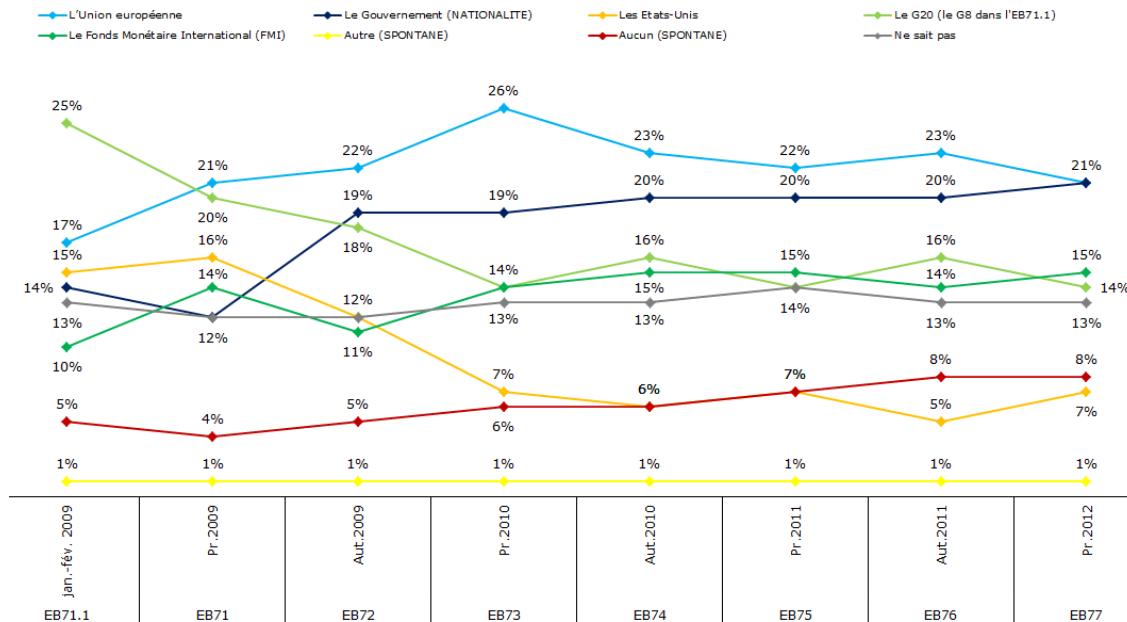
**L'Union européenne et le gouvernement au niveau national arrivent désormais à égalité puisque ces deux acteurs sont cités par 21% des personnes interrogées**, alors que l'Union européenne arrivait auparavant en tête des citations (23% à l'automne 2011, pour 20% pour le gouvernement national).

**Le FMI obtient ensuite 15% (+1 point) des citations**, suivi du **G20 (14%, -2 points)** et des **Etats-Unis (7%, +2 points)**.

QC3a. D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?



QC3a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?



<sup>8</sup> QC3 D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? : Le Gouvernement (NATIONALITE) ; L'Union européenne ; Les Etats-Unis ; le G20 ; le Fonds Monétaire International (FMI) ; Autre ; Aucun



On constate qu'au sein de la zone euro, on a davantage tendance à citer l'Union européenne (23%, pour 19% en dehors), de même que le FMI (16%, pour 12%), alors que le Gouvernement est plébiscité par un plus grand nombre de personnes interrogées en dehors de la zone euro (25%, pour 18% dans la zone euro).

C'est la Roumanie qui enregistre le plus fort taux de citations pour le **Gouvernement national** (49%), suivie du Royaume-Uni (34%), de la Grèce et de Malte (29% chacun). Au sein des pays candidats, la Turquie se distingue particulièrement avec 46% des personnes interrogées qui le mentionnent.

On observe une évolution positive de la dimension « Gouvernement » dans 15 pays (tandis que les résultats sont stables ou en baisse dans 12 autres). Les plus importantes progressions concernent la Roumanie (49%, +13 points), le Portugal (24%, +11 points) et la Grèce (29%, +7 points) ; de même qu'un des pays candidats à l'adhésion à l'UE : la Turquie (46%, +12 points).

**L'Union européenne** est surtout mentionnée au Luxembourg (34%), en Pologne (30%), mais aussi en Slovaquie et en Belgique (29% chacun). Elle obtient également la majorité des citations en Bulgarie et en Irlande (26% chacun), en Lituanie (25%), en Slovénie (24%), en Allemagne, en Espagne, en Italie et en Estonie (23% chacun). De même, elle est majoritaire dans les citations, à égalité avec le Gouvernement, au Portugal (24%) et en Autriche (20%), ainsi qu'en Hongrie, où elle est citée à égalité avec le Gouvernement et le FMI (20%).

L'Union européenne recule par rapport à l'automne 2011 dans 18 Etats membres, avec la plus forte baisse enregistrée en Pologne (30%, -9 points).



































L'efficacité du **Fonds Monétaire International** pour faire face à la crise est surtout reconnue en Finlande (35%), à Chypre (24%) et en Hongrie (20%). A contrario, comme dans les trois enquêtes précédentes (automne 2010, printemps 2011 et automne 2011), c'est en Grèce (3%, stable depuis l'automne 2011) que le FMI obtient le taux de citation le plus faible, à égalité cette fois-ci avec l'un des pays candidats, la Turquie. Il est moins cité qu'à l'automne 2011 dans quatorze Etats membres (avec les plus fortes baisses au Portugal, 5%, -8 points, et aux Pays-Bas, 19%, -7 points), davantage cité dans onze Etats membres et stable dans deux pays.

A l'instar de ce que l'on observait déjà à l'automne 2011, c'est en République tchèque que **le G20** est le plus cité (38%, -3 points). Les personnes interrogées aux Pays-Bas le mentionnent à 30% et celles au Danemark à 27%. A l'inverse, les taux de citation les plus bas sont enregistrés dans trois des six pays candidats: au Monténégro et en Serbie (3% chacun), ainsi qu'en Turquie (5%, à égalité avec l'Espagne). Les évolutions négatives de cet item concernent 18 Etats membres.

**Les Etats-Unis**, toujours très peu cités au niveau européen, le sont néanmoins un peu plus en République tchèque (15%) et au Danemark (13%). Au sein des pays candidats également, on semble davantage leur faire confiance : en Turquie (20%), dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (15%) et au Monténégro (14%).



QC3a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?

	L'Union européenne	Diff. Pr.2012-Aut.2011	Le Gouvernement (NATIONALITE)	Diff. Pr.2012-Aut.2011	Le Fonds Monétaire International (FMI)	Diff. Pr.2012-Aut.2011	Le G20	Diff. Pr.2012-Aut.2011
 UE27	21%	-2	21%	+1	15%	+1	14%	-2
UE15	21%	-1	21%	=	16%	+2	14%	-2
NEM12	24%	-5	20%	+3	11%	-1	15%	=
Zone euro	23%	-2	18%	+1	16%	+1	14%	-2
Hors-zone euro	19%	-2	25%	=	12%	=	14%	-1
 BE	29%	-3	16%	+3	17%	-1	21%	-2
 BG	26%	-4	17%	+2	10%	+1	21%	+1
 CZ	10%	+2	6%	+1	15%	-1	38%	-3
 DK	16%	-1	14%	=	18%	-4	27%	-1
 DE	23%	-1	18%	+2	16%	+2	20%	-3
 EE	23%	=	14%	=	13%	-3	21%	+1
 IE	26%	+4	20%	-4	15%	-2	7%	=
 EL	28%	-4	29%	+7	3%	=	9%	-4
 ES	23%	-2	17%	-4	15%	+4	5%	-4
 FR	21%	-1	23%	+1	18%	+1	16%	-1
 IT	23%	-4	14%	-1	16%	+2	10%	-2
 CY	20%	-5	13%	+1	24%	+4	17%	-1
 LV	20%	+2	18%	+2	8%	-4	22%	=
 LT	25%	-5	15%	-3	10%	-1	13%	=
 LU	34%	+1	10%	-2	15%	-2	18%	-4
 HU	20%	-6	20%	+2	20%	+4	9%	-6
 MT	28%	-4	29%	-4	12%	+4	11%	+2
 NL	20%	-2	16%	+6	19%	-7	30%	+2
 AT	20%	+5	20%	+1	16%	+2	11%	-3
 PL	30%	-9	10%	-3	9%	-2	11%	+4
 PT	24%	+3	24%	+11	5%	-8	10%	+1
 RO	21%	-4	49%	+13	7%	=	10%	-3
 SI	24%	-2	12%	+4	14%	-3	10%	-4
 SK	29%	+3	9%	+1	16%	-2	23%	-3
 FI	21%	-2	13%	-1	35%	+4	13%	-4
 SE	18%	-1	27%	-2	13%	-2	24%	-3
 UK	12%	+4	34%	-3	14%	+1	10%	-2
CY (tcc)	33%	+13	13%	-4	11%	-1	4%	-1
 HR	19%	+2	24%	+4	15%	-7	9%	-2
 TR	9%	-4	46%	+12	3%	-1	5%	-1
 MK	21%	+1	27%	+1	15%	=	7%	-4
 IS	14%	+1	27%	+1	17%	-4	20%	+3
 ME	21%	-2	19%	-11	13%	-1	3%	-2
 RS	20%	NA	21%	NA	16%	NA	3%	NA

**L'analyse sociodémographique** met en exergue que les catégories les plus favorisées font davantage confiance à l'Union européenne (23% des cadres, pour 20% des employés, des personnes au foyer et des retraités), au G20 (21% des cadres, pour 7% des personnes au foyer) et au FMI (19% des cadres, pour 11% des chômeurs), tandis que les personnes les plus en difficultés jugent plus efficace leur gouvernement (24% des chômeurs et des personnes au foyer, pour 17% des cadres).

Notons également que **les personnes qui reconnaissent l'efficacité de l'Union européenne** sont plus nombreuses parmi celles qui pensent que la mondialisation est une opportunité (27%, pour 17% de celles qui sont d'un avis contraire). Inversement, celles qui jugent négativement la mondialisation sont 23% à soutenir leur gouvernement (pour 19% de celles qui la jugent positivement). Les personnes qui accordent leur soutien à l'Union européenne sont également plus nombreuses parmi celles qui estiment que l'impact de la crise sur l'emploi a atteint son apogée (27%, pour 19% de celles qui considèrent que le pire reste à venir).

QC3a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?

	L'Union européenne	Le Gouvernement (NATIONALITE)	Le Fonds Monétaire International (FMI)	Le G20	Les Etats-Unis	Autre (SPONT.)	Aucun (SPONT.)	Ne sait pas
UE27	21%	21%	15%	14%	7%	1%	8%	13%

#### Echelle d'occupation

Indépendants	22%	19%	15%	16%	6%	2%	9%	11%
Cadres	23%	17%	19%	21%	5%	1%	6%	8%
Autres employés	20%	21%	16%	19%	7%	1%	7%	9%
Ouvriers	21%	22%	14%	14%	7%	1%	9%	12%
Hommes/ femmes au foyer	20%	24%	12%	7%	7%	1%	9%	20%
Chômeurs	21%	24%	11%	11%	7%	2%	10%	14%
Retraités	20%	22%	15%	13%	6%	1%	8%	15%
Etudiants	29%	13%	15%	14%	9%	1%	5%	14%

#### Autopositionnement sur l'échelle sociale

Bas (1-4)	19%	23%	13%	12%	7%	1%	10%	15%
Moyen (5-6)	22%	21%	14%	14%	7%	1%	8%	13%
Haut (7-10)	23%	19%	17%	18%	7%	1%	6%	9%

#### La mondialisation est une opportunité

D'accord	27%	19%	17%	17%	7%	1%	4%	8%
Pas d'accord	17%	23%	13%	13%	7%	2%	13%	12%

#### L'impact de la crise sur l'emploi

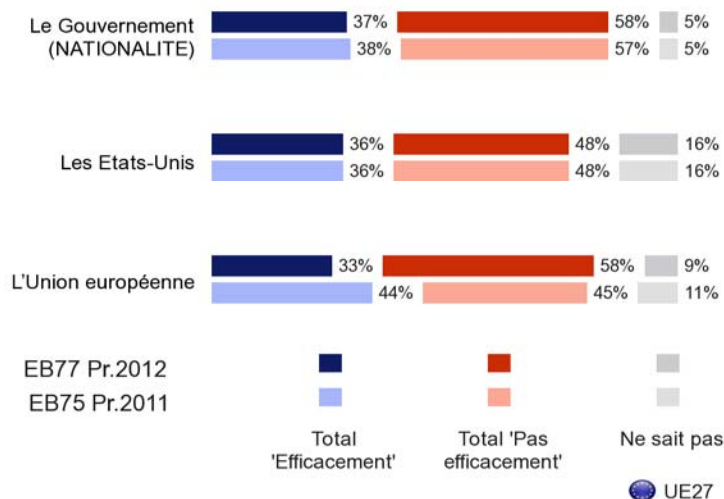
A atteint son apogée	27%	21%	16%	16%	6%	1%	4%	9%
Le pire reste à venir	19%	21%	15%	14%	7%	1%	10%	13%

### L'efficacité des acteurs face à la crise

Il a ensuite été demandé aux personnes interrogées si, dans les faits, elles estimaient que l'Union européenne, leur gouvernement national et les Etats-Unis avaient agi efficacement face à la crise<sup>9</sup>.

On observe qu'elles reconnaissent une plus grande efficacité de leur **Gouvernement (37%)** et des **Etats-Unis (36%)** par rapport à l'**Union européenne (33%)**, ce qui modifie la hiérarchie des réponses par rapport à l'enquête Eurobaromètre 75 du printemps 2011. En effet, à ce moment-là, l'UE arrivait en tête avec 44% des personnes interrogées qui la jugeaient efficace, pour 38% qui pensaient de même de leur Gouvernement et 36% des Etats-Unis.

QC8. Depuis le début de la crise économique, diriez-vous que jusqu'à maintenant, chacun des acteurs suivants a agi de manière efficace ou pas efficace pour combattre la crise ?



Une fois encore, on observe quelques différences importantes entre les réponses des personnes interrogées dans les pays UE15 et celles des pays NEM12. Les premières sont ainsi plus nombreuses à approuver l'action de leur gouvernement (39%, pour 27% des secondes), et inversement moins nombreuses à approuver l'action des Etats-Unis (32%, pour 46%) et celle de l'Union européenne (31%, pour 48%). Il est également intéressant de comparer les résultats dans les pays de la zone euro et en dehors de celle-ci. Ainsi, l'action de l'UE est davantage saluée hors zone euro (39% pour 32% dans les pays de la zone euro). Il en va de même pour le jugement de l'action des Etats-Unis (42% pour 31%).




































<sup>9</sup> QC8 Depuis le début de la crise économique, diriez-vous que jusqu'à maintenant, chacun des acteurs suivants a agi de manière efficace ou pas efficace pour combattre la crise ? : L'Union européenne ; Le Gouvernement (NATIONALITE) ; Les Etats-Unis ; Les autorités de notre communauté (uniquement pour la communauté chypriote turque).

**Le Gouvernement national** est plébiscité avec une majorité absolue des citations dans le nord de l'UE : en Suède (73%), au Luxembourg (68%), en Allemagne (67%), en Finlande (65%), en Autriche (58%) et au Danemark (57%), de même que dans un pays candidat à l'adhésion à l'UE (la Turquie, 69%). **C'est en Grèce que l'action du Gouvernement national est la plus critiquée** : seuls 4% des personnes interrogées reconnaissent son efficacité. Les plus fortes progressions depuis mai 2011 sont enregistrées en Lettonie (26%, +16 points), en Finlande (65%, +12 points), en France (39%, +8 points) et en Lituanie (21%, +8 points). Quant aux plus fortes baisses, elles sont observées aux Pays-Bas (46%, -21 points), à Chypre (12%, - 19 points), en Italie (21%, -13 points), et, parmi les pays candidats, au Monténégro (22%, -15 points).

**Les Etats-Unis** sont davantage cités en Pologne (52%), en Lituanie et en République tchèque (50% chacun), dans la communauté chypriote turque (47%) et en Bulgarie (46%). Au sein des pays candidats, c'est dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine que l'on reconnaît le plus volontiers l'efficacité des Etats-Unis (59%) dans la lutte contre la crise. Les plus fortes évolutions sont observées en Autriche (33%, -17 points), en Italie (38%, -13 points) et en Roumanie (40%, -13 points).

**L'Union européenne** est plus particulièrement mentionnée en Roumanie (58%), en Bulgarie (54%) et en Pologne (50%), de même que par 58% des personnes appartenant à la communauté chypriote turque. Au sein des pays candidats à l'adhésion à l'UE, son efficacité est surtout reconnue dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (64%) et en Turquie (54%). A l'inverse, c'est à Chypre (13%) et en Grèce (14%) que l'on enregistre les taux de citation les plus bas concernant l'Union européenne. **Quant aux évolutions négatives, elles concernent 25 des 27 Etats membres**, ainsi que les pays candidats (excepté la Turquie). Les plus importantes sont enregistrées en Italie (30%, -18 points), en Autriche (36%, -17 points), à Chypre (13%, -16 points) et au Luxembourg (42%, -15 points).

QC8 Depuis le début de la crise économique, diriez-vous que jusqu'à maintenant, chacun des acteurs suivants a agi de manière efficace ou pas efficace pour combattre la crise ?

	Le Gouvernement (NATIONALITE)				Les Etats-Unis				L'Union européenne			
	Total Efficacement	Diff. Pr.2012-Pr.2011	Total Pas efficacement	Diff. Pr.2012-Pr.2011	Total Efficacement	Diff. Pr.2012-Pr.2011	Total Pas efficacement	Diff. Pr.2012-Pr.2011	Total Efficacement	Diff. Pr.2012-Pr.2011	Total Pas efficacement	Diff. Pr.2012-Pr.2011
 UE27	37%	-1	58%	+1	36%	=	48%	=	33%	-11	58%	+13
UE15	39%	-3	56%	+3	32%	-2	53%	+1	31%	-10	61%	+13
NEM12	27%	+1	67%	-1	46%	-2	31%	-1	48%	-8	41%	+9
Zone euro	37%	-3	58%	+2	31%	-3	54%	+1	32%	-11	60%	+12
Hors-zone euro	35%	=	60%	+2	42%	+1	38%	-2	39%	-8	51%	+12
 BE	49%	-1	49%	+1	42%	-5	52%	+4	47%	-13	50%	+14
 BG	19%	=	77%	=	46%	-4	22%	-1	54%	-8	37%	+7
 CZ	19%	+2	78%	-2	50%	+6	34%	-11	37%	-9	55%	+9
 DK	57%	+2	40%	-2	43%	-5	50%	+7	46%	-6	49%	+8
 DE	67%	+1	30%	+1	19%	+2	73%	+1	37%	-8	58%	+12
 EE	46%	-2	47%	=	36%	-1	35%	-6	39%	-9	50%	+9
 IE	27%	+6	65%	-5	38%	=	40%	+2	35%	-10	55%	+12
 EL	4%	-5	96%	+6	19%	-2	76%	+4	14%	-10	85%	+10
 ES	12%	-1	84%	=	34%	=	45%	-1	22%	-11	69%	+13
 FR	39%	+8	53%	-9	35%	+5	46%	-7	32%	-6	57%	+7
 IT	21%	-13	73%	+12	38%	-13	46%	+9	30%	-18	61%	+18
 CY	12%	-19	87%	+21	20%	+5	64%	-2	13%	-16	85%	+19
 LV	26%	+16	70%	-18	35%	-6	36%	-1	40%	=	49%	-3
 LT	21%	+8	76%	-8	50%	-5	24%	+3	47%	-5	42%	+6
 LU	68%	-3	23%	-2	28%	=	53%	-5	42%	-15	53%	+16
 HU	21%	-6	76%	+5	43%	-9	45%	+5	35%	-13	60%	+11
 MT	45%	-2	45%	+3	31%	-3	32%	+5	41%	-13	47%	+16
 NL	46%	-21	52%	+22	36%	+1	52%	-4	37%	-11	57%	+14
 AT	58%	-7	39%	+8	33%	-17	55%	+14	36%	-17	60%	+17
 PL	34%	-1	58%	+2	52%	+3	25%	-2	50%	-6	36%	+11
 PT	19%	=	72%	-1	40%	-8	28%	+2	30%	-10	55%	+10
 RO	24%	+6	69%	-6	40%	-13	27%	+2	58%	-10	31%	+9
 SI	10%	+4	88%	-4	31%	-5	57%	+4	34%	-7	62%	+7
 SK	31%	-5	65%	+4	38%	+5	50%	-7	42%	-12	53%	+12
 FI	65%	+12	33%	-11	36%	+3	54%	-6	46%	+2	51%	-1
 SE	73%	-4	24%	+4	27%	-1	65%	+1	33%	-12	61%	+12
 UK	38%	-3	58%	+7	36%	+6	49%	-2	22%	-9	68%	+16
 CY (tcc)	22%	-14	73%	+17	47%	-9	39%	+11	58%	-13	32%	+10
 HR	12%	+6	85%	-6	42%	-8	47%	+6	39%	-11	54%	+10
 TR	69%	+11	19%	-11	44%	-2	34%	+1	54%	+18	29%	-16
 MK	39%	+9	58%	-7	59%	+3	31%	=	64%	-3	30%	+4
 IS	41%	+5	58%	-4	41%	+3	51%	-2	36%	-7	57%	+9
 ME	22%	-15	73%	+15	34%	-11	49%	+9	47%	-6	43%	+5
 RS	20%	NA	75%	NA	39%	NA	44%	NA	46%	NA	46%	NA

#### IV. LES MESURES À PRENDRE PAR L'UNION EUROPÉENNE

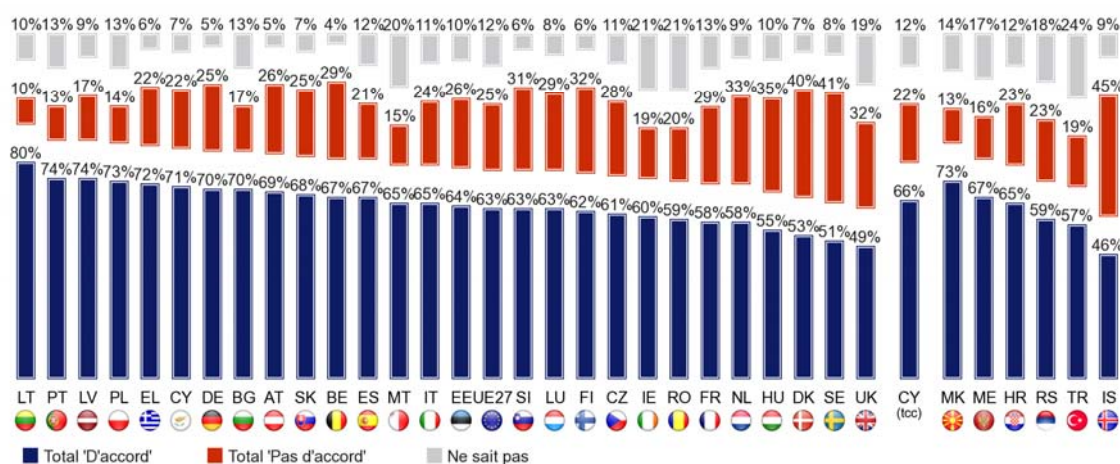
La majorité des Européens (63%) considère que l'Union européenne a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale<sup>10</sup> (pour un peu plus d'un quart qui pense le contraire). Un résultat en net progrès depuis mai 2010, puisqu'il enregistre une augmentation de 11 points.

C'est dans la zone euro que les personnes interrogées en sont le plus persuadées (65%, pour 59% en dehors de la zone euro).

Cette opinion est en particulier partagée par 80% des personnes interrogées en Lituanie et par 74% de celles interrogées en Lettonie et au Portugal. Parmi les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, l'ancienne République yougoslave de Macédoine se distingue, avec 73% de ses citoyens qui sont du même avis.

QC4a.8. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale



<sup>10</sup> QC4a.8 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale.



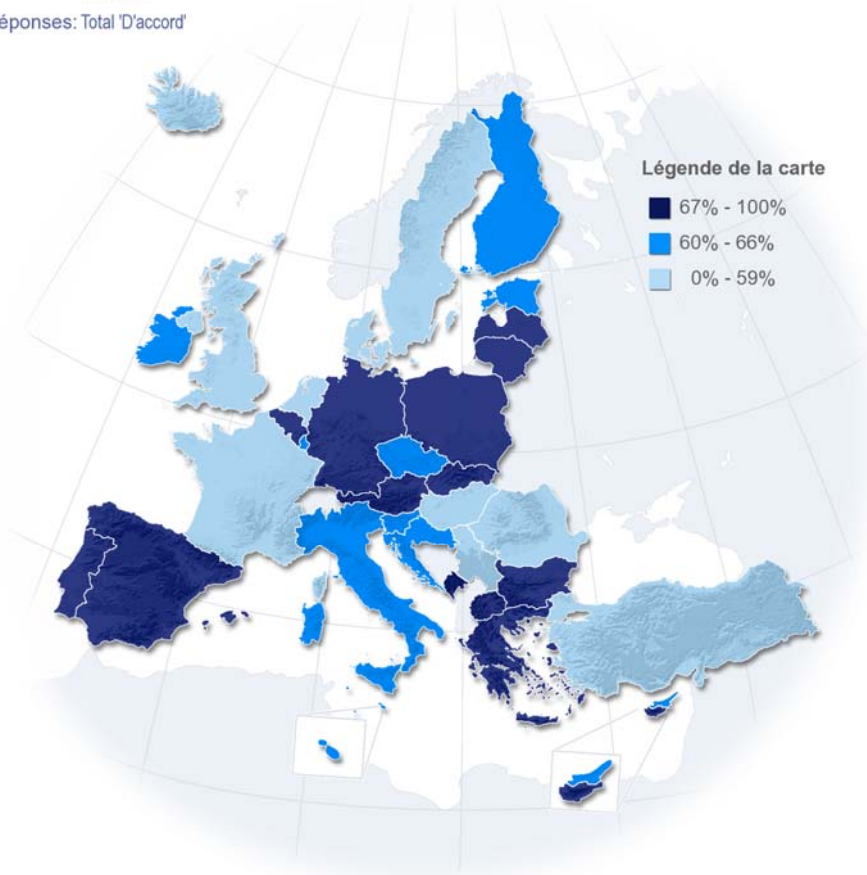
Les évolutions positives les plus marquantes sur ce point sont enregistrées au Portugal (74%, +26 points), en Lettonie (74%, +23 points), en Lituanie (80%, +22 points), en Allemagne (70%, +22 points) et à Malte (65%, +20 points).

	LT	80%
	PT	74%
	LV	74%
	PL	73%
	EL	72%
	CY	71%
	DE	70%
	BG	70%
	AT	69%
	SK	68%
	BE	67%
	ES	67%
	MT	65%
	IT	65%
	EE	64%
	UE	63%
	SI	63%
	LU	63%
	FI	62%
	CZ	61%
	IE	60%
	RO	59%
	FR	58%
	NL	58%
	HU	55%
	DK	53%
	SE	51%
	UK	49%
	CY (Isol.)	66%
	MK	73%
	ME	67%
	HR	65%
	RS	59%
	TR	57%
	IS	46%

Question: QC4a.8. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Possibilité: L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale

Réponses: Total 'D'accord'



L'analyse sociodémographique permet de voir que cette opinion est largement partagée par les différentes catégories de la population. Ainsi, 67% des personnes âgées de 15 à 24 ans et 60% des personnes âgées de 55 ans et au-delà considèrent que l'UE dispose de suffisamment de moyens pour défendre l'économie européenne dans la compétition mondiale. Cette opinion est aussi partagée par les cadres (63%), autant que par les chômeurs (62%) et il en va de même pour les personnes n'ayant pas de difficultés à payer leurs factures (64%) ainsi que pour celles en ayant (58%).



## 1. Les initiatives pour améliorer les performances de l'économie européenne

Les trois initiatives les plus citées (par plus du tiers des personnes interrogées) sont les suivantes :<sup>11</sup>

- **L'amélioration de l'éducation et de la formation professionnelle** est considérée comme l'initiative qui permettrait le plus efficacement d'améliorer la performance de l'économie européenne (**46%**, -2 points depuis le printemps 2011).
- Enregistrant l'une des plus fortes hausses entre les deux enquêtes, **la réduction des déficits publics et de la dette (38%, +4 points)** est mentionnée en deuxième position.
- Et **35% (+1 point)** des personnes interrogées pensent que **faciliter la création d'entreprise** permettrait d'améliorer notre économie.



On observe que les personnes interrogées dans les pays UE15 sont plus nombreuses à soutenir l'amélioration de l'éducation et de la formation professionnelle (48%, pour 40% dans les pays NEM12), de même que la réduction des déficits publics et de la dette (40%, pour 32%) pour améliorer les performances de l'économie européenne.

<sup>11</sup> QC5 Quelles sont les trois initiatives qui amélioreraient le plus la performance de l'économie européenne ? (MAX. 3 REPONSES) : Augmenter le nombre d'heures de travail ; Améliorer l'éducation et la formation professionnelle ; Investir dans la recherche et l'innovation ; Faciliter l'accès au crédit pour les compagnies ; Utiliser l'énergie plus efficacement ; Investir dans les transports (les autoroutes, les chemins de fer, etc.) ; Investir dans les produits et services respectueux de l'environnement ; Augmenter l'âge de la pension ; Réduire les déficits publics et la dette ; Renforcer la réglementation des marchés financiers ;



































**L'amélioration de l'éducation et de la formation professionnelle** est particulièrement mentionnée au Luxembourg et en Allemagne (58% chacun), en Roumanie (56%), en Estonie et à Chypre (54% chacun), ainsi qu'en Suède et au Danemark (53% chacun). On observe des évolutions négatives dans 18 Etats membres, la plus forte baisse concernant l'Italie (30%, -10 points).

La deuxième initiative, **la réduction des déficits publics et de la dette**, serait plutôt envisagée en Hongrie (52%), à Chypre (51%), en France (48%) et en République tchèque (47%). Elle progresse dans 19 Etats membres, et en particulier en Autriche (42%, +14 points) et en France (48%, +10 points).

Et c'est essentiellement en Lituanie (58%), en Espagne (52%) et en Bulgarie (48%) que l'on choisirait d'**encourager la création d'entreprise**. L'initiative progresse dans 19 Etats membres, la plus forte augmentation concernant le Luxembourg (33%, +7 points).

**Au sein des pays candidats**, la Croatie se distingue particulièrement avec 57% de ses citoyens qui choisiraient de faciliter la création d'entreprise. Les personnes interrogées en Islande choisiraient à 50% de réduire les déficits publics et la dette. Quant à celles interrogées en Turquie, elles se démarquent avec seulement 9% d'entre elles qui choisiraient de réduire les déficits publics et la dette.

QC5 Quelles sont les trois initiatives qui amélioreraient le plus la performance de l'économie européenne ? +diff. Pr.2012 - Pr.2011

		Améliorer l'éducation et la formation professionnelle		Réduire les déficits publics et la dette		Faciliter la création d'entreprise		Investir dans la recherche et l'innovation		Renforcer la réglementation des marchés financiers		Faciliter l'accès au crédit pour les compagnies		Utiliser l'énergie plus efficacement		Investir dans les produits et services respectueux de l'environnement		Investir dans les transports (les autoroutes, les chemins de fer, etc.)		Augmenter le nombre d'heures de travail		Augmenter l'âge de la pension	
	UE27	46%	-2	38%	+4	35%	+1	31%	+2	24%	+3	24%	+4	20%	-5	12%	-3	11%	=	6%	=	4%	-1
	Zone euro	48%	-2	39%	+4	36%	+1	32%	-1	25%	+3	28%	+6	19%	-5	13%	-2	8%	=	6%	-1	5%	+1
	Hors-zone euro	43%	-1	36%	+4	34%	+2	27%	+6	22%	+3	18%	+1	22%	-4	12%	-1	17%	=	6%	=	4%	-1
	BE	49%	-2	42%	+8	35%	+3	33%	+1	25%	+4	15%	+2	26%	-5	15%	-4	10%	-1	8%	=	9%	-2
	BG	38%	-3	17%	+5	48%	-4	29%	+4	28%	+6	18%	-5	34%	-1	21%	-1	12%	-1	5%	=	2%	=
	CZ	29%	-4	47%	+3	26%	+1	28%	+1	27%	+3	13%	+1	35%	-3	17%	-5	15%	-1	3%	=	2%	=
	DK	53%	-1	39%	-3	38%	+3	42%	+7	17%	+2	23%	+3	26%	-2	18%	+5	10%	-1	10%	-4	10%	-5
	DE	58%	-2	41%	=	24%	-1	40%	=	33%	+4	17%	+1	27%	-3	15%	-1	8%	+1	4%	=	4%	+1
	EE	54%	+3	24%	+4	29%	-8	23%	+2	28%	+6	12%	-3	32%	+1	13%	+4	10%	-6	3%	-1	6%	+1
	IE	49%	-3	31%	-2	41%	+4	28%	+4	16%	-4	45%	+5	21%	-6	9%	-1	11%	+1	9%	+1	4%	-2
	EL	42%	-5	45%	-5	40%	+1	30%	+3	17%	=	16%	-3	30%	=	19%	-6	12%	+2	3%	-1	1%	-1
	ES	50%	+2	32%	+7	52%	+3	26%	+3	16%	=	49%	+9	11%	-6	7%	-1	3%	-2	3%	=	1%	=
	FR	52%	=	48%	+10	42%	-2	28%	=	32%	+6	21%	+4	14%	-7	11%	-4	4%	-3	13%	+2	5%	=
	IT	30%	-10	34%	+7	40%	+5	34%	-5	18%	+3	41%	+17	11%	-7	10%	-6	8%	+1	6%	-3	4%	=
	CY	54%	-9	51%	+2	32%	+2	28%	-1	19%	-1	19%	+6	36%	=	22%	-1	9%	+1	4%	-3	4%	-1
	LV	44%	=	34%	=	40%	+3	22%	-2	26%	=	24%	+4	17%	+2	11%	+1	12%	=	3%	=	3%	=
	LT	40%	-2	37%	+3	58%	+5	24%	+1	24%	=	16%	+3	25%	+1	9%	-1	4%	-1	2%	=	2%	-1
	LU	58%	+7	32%	-2	33%	+7	33%	+2	30%	+2	10%	-2	24%	-5	13%	-2	8%	=	8%	-1	4%	-2
	HU	35%	-1	52%	+5	42%	+6	24%	+5	26%	=	22%	-2	29%	-9	17%	-1	10%	-2	2%	-1	2%	=
	MT	45%	=	44%	+8	26%	+6	27%	+3	9%	-1	10%	+2	38%	+2	19%	-1	7%	=	6%	-3	2%	-2
	NL	50%	-2	44%	+1	17%	=	37%	+3	29%	-2	25%	+4	20%	-3	16%	-2	11%	-1	8%	+1	18%	+2
	AT	47%	-3	42%	+14	31%	+2	24%	=	25%	+4	19%	-1	31%	-10	32%	+1	9%	-5	9%	+2	9%	=
	PL	35%	+1	27%	+2	34%	+1	22%	+4	13%	+2	20%	=	17%	-5	12%	-1	17%	=	3%	-2	1%	-5
	PT	47%	-4	33%	-1	31%	+5	27%	-4	15%	+5	24%	+8	16%	=	9%	+2	8%	+3	6%	-2	2%	=
	RO	56%	+7	26%	+5	39%	+5	34%	+9	19%	+4	23%	+4	19%	-1	10%	-2	26%	+2	6%	=	3%	=
	SI	26%	-4	46%	+1	15%	+1	40%	+2	46%	+5	18%	+1	24%	-9	22%	-5	7%	-1	3%	+1	4%	-1
	SK	38%	+2	44%	+8	19%	-2	28%	+5	27%	+2	15%	-4	28%	-5	19%	-2	38%	+5	3%	=	3%	-1
	FI	41%	-2	39%	-6	34%	-2	34%	+8	24%	-10	13%	+4	33%	+1	19%	-1	8%	-3	6%	-1	9%	=
	SE	53%	-1	45%	+6	28%	-3	42%	+10	26%	=	7%	-5	21%	-6	17%	=	21%	+2	8%	=	14%	=
	UK	46%	-3	41%	+4	29%	+2	25%	+7	25%	+5	15%	=	20%	-5	9%	-1	17%	-1	7%	=	5%	=
	CY (fcc)	47%	+12	26%	+3	46%	-4	39%	+6	21%	-4	28%	+2	29%	+9	9%	-2	10%	-4	8%	-7	3%	-4
	HR	41%	-3	37%	-5	57%	+5	60%	+16	23%	+4	24%	-3	20%	=	13%	-3	5%	-1	4%	-1	2%	-1
	TR	27%	=	9%	=	24%	-6	25%	+9	7%	-4	13%	-1	27%	+7	15%	+3	17%	+10	9%	+1	8%	+3
	MK	39%	+1	17%	+2	42%	-1	29%	+3	16%	-3	32%	-2	18%	+2	9%	=	16%	+2	6%	=	3%	-1
	IS	44%	-12	50%	+3	15%	-2	45%	-1	46%	+19	25%	-7	33%	+5	7%	-2	4%	-2	6%	-1	9%	=
	ME	33%	+2	29%	=	19%	-4	30%	+6	21%	+1	23%	-3	22%	+3	15%	=	20%	=	11%	-2	7%	+3
	RS	33%	NA	24%	NA	41%	NA	26%	NA	16%	NA	29%	NA	18%	NA	15%	NA	16%	NA	10%	NA	8%	NA

## 2. Les mesures les plus efficaces pour lutter contre la crise

Les résultats concernant les mesures de lutte contre la crise n'ont quasiment pas évolué depuis l'automne 2011.

Plus de sept personnes sur dix (**76%**, +1 point) considèrent qu'une **plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE permettrait de combattre la crise financière et économique actuelle**.<sup>12</sup>

Elles sont presque aussi nombreuses (**75%**, stable) à estimer qu'il faudrait **une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro**.

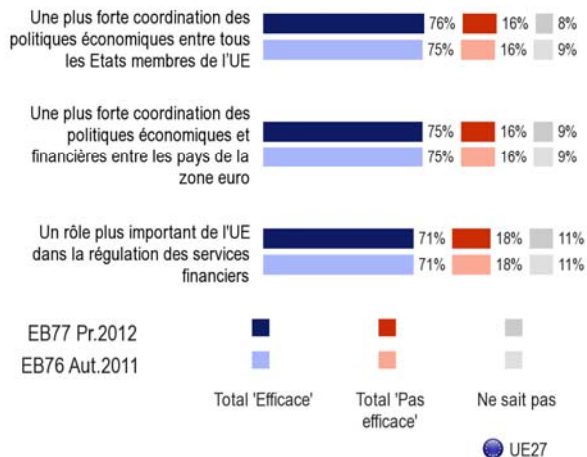
Enfin, **71%** (stable) des personnes interrogées souhaiteraient favoriser **un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers**.

On observe que, **pour chacune des trois mesures proposées, les personnes interrogées au sein de la zone euro sont davantage persuadées de son efficacité**. Ainsi, 79% des personnes interrogées dans la zone euro (pour 69% en dehors) jugeraient efficace « une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE ». C'est aussi davantage leur avis (78%, pour 67%) s'agissant d'« une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro » et d'« un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers » (74%, pour 64%).

Les Etats membres où les personnes interrogées sont les plus nombreuses à considérer efficace « **une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE** » sont Chypre (90%) et la Belgique (87%). Cette opinion a progressé dans quinze pays depuis l'automne 2011, a diminué dans neuf (dont la Hongrie, 57%, -10 points) et est restée stable dans trois.

On approuve surtout l'idée d'« **une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro** » à Chypre (91%) et en Slovaquie (87%). Cette opinion progresse dans 13 pays (et surtout en France, 82%, +7 points), diminue dans 13 autres et reste stable en Belgique (85%).





























QC6. Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.



<sup>12</sup> QC6 Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace. Un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers ; Une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE ; Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro.

La troisième mesure, « **un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers** », est surtout soutenue en Belgique (82%), à Chypre et en Slovaquie (81% chacun), ainsi qu'en Espagne (80%). Les évolutions positives concernent ici 11 pays et les évolutions négatives 13 autres, la plus importante étant enregistrée en Hongrie (57%, -10 points). Enfin, trois pays restent stables : la Belgique (82%), la Slovaquie (81%) et la Finlande (66%).

**QC6 Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.**

		Une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE		Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro		Un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers	
		Total 'Efficace'	Diff. Pr.2012-Aut.2011	Total 'Efficace'	Diff. Pr.2012-Aut.2011	Total 'Efficace'	Diff. Pr.2012-Aut.2011
	UE27	76%	<b>+1</b>	75%	=	71%	=
	Zone euro	79%	<b>-1</b>	78%	<b>-1</b>	74%	=
	Hors-zone euro	69%	<b>+1</b>	67%	<b>+1</b>	64%	<b>+1</b>
	BE	87%	<b>+2</b>	85%	=	82%	=
	BG	80%	<b>+2</b>	79%	<b>+4</b>	76%	<b>+2</b>
	CZ	71%	<b>+3</b>	70%	<b>+3</b>	68%	<b>+4</b>
	DK	77%	<b>+4</b>	74%	<b>+4</b>	58%	<b>+5</b>
	DE	83%	<b>+2</b>	82%	<b>-1</b>	72%	<b>-1</b>
	EE	64%	<b>-4</b>	64%	<b>-4</b>	55%	<b>-4</b>
	IE	72%	<b>-2</b>	70%	<b>-3</b>	68%	<b>-2</b>
	EL	82%	<b>+1</b>	80%	<b>-3</b>	74%	<b>-4</b>
	ES	83%	<b>-4</b>	81%	<b>-4</b>	80%	<b>-3</b>
	FR	80%	<b>+4</b>	82%	<b>+7</b>	78%	<b>+6</b>
	IT	71%	<b>-5</b>	71%	<b>-3</b>	68%	<b>-5</b>
	CY	90%	=	91%	<b>+1</b>	81%	<b>-1</b>
	LV	65%	=	69%	<b>+3</b>	61%	<b>+2</b>
	LT	65%	<b>-5</b>	64%	<b>-3</b>	66%	<b>-3</b>
	LU	84%	<b>-2</b>	83%	<b>-4</b>	74%	<b>-5</b>
	HU	57%	<b>-10</b>	59%	<b>-4</b>	57%	<b>-10</b>
	MT	77%	<b>+2</b>	78%	<b>+5</b>	68%	<b>-1</b>
	NL	82%	<b>+3</b>	83%	<b>+2</b>	72%	<b>+3</b>
	AT	72%	<b>+4</b>	70%	<b>+2</b>	69%	<b>+4</b>
	PL	74%	<b>-5</b>	70%	<b>-4</b>	67%	<b>-3</b>
	PT	71%	<b>+1</b>	71%	<b>+4</b>	69%	<b>+3</b>
	RO	75%	<b>+1</b>	71%	<b>-1</b>	71%	<b>-4</b>
	SI	79%	<b>-2</b>	78%	<b>-3</b>	78%	<b>+2</b>
	SK	86%	<b>+1</b>	87%	<b>+3</b>	81%	=
	FI	74%	<b>+1</b>	73%	<b>-3</b>	66%	=
	SE	67%	=	72%	<b>+3</b>	63%	<b>+2</b>
	UK	64%	<b>+5</b>	63%	<b>+5</b>	59%	<b>+5</b>

Les personnes qui considèrent la mondialisation comme une opportunité sont plus nombreuses à penser que **soutenir une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE** serait une mesure efficace (85%, pour 70% qui n'envisagent pas la mondialisation comme une opportunité). C'est également l'opinion de 85% des personnes qui estiment que l'impact de la crise sur l'emploi a atteint son apogée (pour 72% de celles qui pensent que le pire reste à venir). De même, c'est l'avis de 78% des personnes qui disent que leur pays a besoin de réformes pour faire face au futur (pour 61% qui ne sont pas d'accord avec cela).

QC6 Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace. Un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers

	Un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers			Une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE			Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro		
	Total 'Efficace'	Total 'Pas efficace'	Ne sait pas	Total 'Efficace'	Total 'Pas efficace'	Ne sait pas	Total 'Efficace'	Total 'Pas efficace'	Ne sait pas
UE27	71%	18%	11%	76%	16%	8%	75%	16%	9%
<b>La mondialisation est une opportunité</b>									
D'accord	78%	16%	6%	85%	11%	4%	84%	12%	4%
Pas d'accord	65%	26%	9%	70%	23%	7%	68%	25%	7%
<b>L'impact de la crise sur l'emploi</b>									
A atteint son apogée	80%	13%	7%	85%	10%	5%	84%	10%	6%
Le pire reste à venir	67%	23%	10%	72%	20%	8%	71%	20%	9%
<b>Besoin de réformes pour faire face au futur</b>									
D'accord	73%	18%	9%	78%	14%	8%	78%	14%	8%
Pas d'accord	55%	36%	9%	61%	34%	5%	59%	34%	7%

## V. RÉFORMER LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER ?

### 1. Des réformes nécessaires pour lutter contre la crise et réduire la dette publique

#### *Travailler ensemble*

Une très grande majorité des personnes interrogées (89%, stable par rapport à l'enquête Eurobaromètre de l'automne 2011) approuveraient une plus grande coopération entre les 27 Etats membres pour combattre la crise.<sup>13</sup> La nécessité d'une coopération plus importante est surtout exprimée à Chypre et en Slovénie (97% chacun) mais aussi au Luxembourg (96%). Les personnes dont l'opinion a le plus évolué sur ce point se trouvent en Autriche (82%, +6 points) et en Italie (82%, -6 points).

#### *Réformer pour faire face au futur*

Près de neuf personnes sur dix (89%, +1 point) approuvent également la proposition selon laquelle leur pays a besoin de réformes pour faire face au futur. Cela est particulièrement vrai en Grèce et à Chypre (96% chacun) et en Lituanie (95%). Mais c'est en Islande (99%), pays candidat à l'adhésion à l'UE, que les personnes interrogées l'affirment avec le plus de force. Les évolutions les plus importantes sont enregistrées aux Pays-Bas (89%, +8 points), en France (92%, +5 points), en Slovaquie (85%, +5 points) et au Luxembourg (74%, +5 points) ; et inversement en Espagne (92%, -5 points).

#### *Déficit public et dette*

S'agissant de la question des déficits publics et de la dette, l'opinion des Européens a été mesurée en interrogeant deux moitiés de l'échantillon total, auxquelles on a présenté deux formulations différentes :

- **L'une positive (SPLIT A** – « Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) **ne peuvent pas être retardées** »).
- **L'autre négative (SPLIT B** – « Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) **ne sont pas une priorité pour le moment** »).

---

<sup>13</sup> QC4a.1-7 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes : (NOTRE PAYS) a besoin de réformes pour faire face au futur ; Les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble pour combattre la crise financière et économique ; Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées (SI 'SPLIT A') ; Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment (SI 'SPLIT B') ; Il est possible de réduire le déficit public et la dette tout en stimulant la croissance économique ; Les Etats membres de l'UE ont besoin d'une base industrielle plus solide ; Les Etats membres de l'UE ont besoin de développer davantage le secteur des services dans leurs économies.



**On observe que 82% des personnes interrogées sont d'accord avec la proposition selon laquelle de telles mesures ne peuvent pas être retardées dans leur pays.** C'est deux points de moins par rapport au dernier Eurobaromètre de l'automne 2011. Un peu plus d'une personne sur dix (11%, +2 points) est d'un avis contraire.

C'est dans la zone euro que les personnes interrogées sont les plus catégoriques sur ce point (85%, pour 78% en dehors de la zone euro), de même que dans les pays UE15 (84%, pour 75% dans les pays NEM12). Les personnes interrogées qui l'affirment avec le plus de conviction se trouvent en Belgique et à Malte (92% chacun), en Slovaquie (91%) et en Allemagne (90%), pour 62% en Roumanie. Quant aux plus fortes évolutions, elles concernent la Grèce (70%, -9 points), et inversement la France (89%, +6 points) et le Luxembourg (82%, +6 points) ; de même qu'un pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne, la Turquie (71%, +10 points).

**Lorsque la formulation est inversée (« Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment »), 40% (résultat stable) des personnes interrogées y répondent favorablement (pour 53% qui sont d'un avis contraire).**

C'est en Lituanie (65%) et en Estonie (62%) qu'on l'affirme le plus volontiers. Et c'est au Portugal (54%, +14 points), en République tchèque (46%, +12 points), en Slovaquie (48%, -15 points) et en Espagne (37%, -14 points) que l'on observe les plus fortes évolutions, de même que dans un pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne, le Monténégro (28%, -17 points).

On observe néanmoins qu'une majorité absolue d'Européens n'approuve pas cette proposition (53%, +2 points). Ces personnes, qui estiment par conséquent que ces mesures sont une priorité, sont 57% dans les pays UE15 (pour 38% dans les pays NEM12) et 57% dans la zone euro (pour 45% en dehors). Cela confirme en quelque sorte les résultats de la question précédente (du SPLIT A), même si l'intensité des réponses varie en fonction de la formulation de la question.

### ***Une base industrielle plus solide***

Dans ce contexte, la consolidation de la base industrielle des Etats membres de l'UE est une priorité pour 82% des Européens, et plus particulièrement pour 96% des personnes interrogées à Chypre, pour 93% de celles interrogées en Lettonie et pour 91% en Slovaquie.

### ***Développer le secteur des services***

Le secteur des services devrait être plus développé dans chacun des Etats membres selon 78% des Européens, et selon 83% des personnes interrogées dans les pays NEM12 (pour 77% dans les pays UE15). Cela se vérifie en particulier en Slovaquie (96%) et à Chypre (93%).



### Stimuler la croissance économique

La possibilité de réduire le déficit public et la dette tout en stimulant la croissance économique convainc une majorité (68%) d'Européens, et surtout les personnes interrogées en Sloénie (78%) ainsi qu'en Suède, en Belgique et en Slovaquie (77% chacun).



QC4 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

	(NOTRE PAYS) a besoin de réformes pour faire face au futur		Les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble pour combattre la crise financière et économique		(SPLIT A) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées		Les Etats membres de l'UE ont besoin d'une base industrielle plus solide	Les Etats membres de l'UE ont besoin de développer davantage le secteur des services dans leurs économies	Il est possible de réduire le déficit public et la dette tout en stimulant la croissance économique	(SPLIT B) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment	
	Total 'D'accord'	Diff. Pr.2012-Aut.2011	Total 'D'accord'	Diff. Pr.2012-Aut.2011	Total 'D'accord'	Diff. Pr.2012-Aut.2011	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Diff. Pr.2012-Aut.2011
UE27	89%	+1	89%	=	82%	-2	82%	78%	68%	40%	=
BE	90%	-3	93%	-2	92%	-1	84%	87%	77%	34%	-3
BG	93%	=	94%	+1	69%	-2	81%	82%	59%	39%	-3
CZ	78%	+2	89%	=	81%	=	83%	88%	64%	46%	+12
DK	66%	-4	89%	+1	82%	+5	74%	73%	69%	41%	-3
DE	88%	+1	93%	-1	90%	-2	77%	75%	68%	37%	=
EE	85%	-1	93%	-2	71%	-2	86%	79%	67%	62%	+3
IE	90%	=	88%	+1	86%	+4	79%	80%	59%	33%	-2
EL	96%	+1	91%	+1	70%	-9	89%	85%	62%	44%	+8
ES	92%	-5	94%	+1	77%	-6	88%	81%	60%	37%	-14
FR	92%	+5	94%	+4	89%	+6	86%	76%	73%	27%	+3
IT	87%	-2	82%	-6	83%	-2	80%	80%	70%	41%	-3
CY	96%	=	97%	-1	83%	-7	96%	93%	71%	13%	-8
LV	82%	-4	91%	+1	83%	+3	93%	73%	68%	44%	-7
LT	95%	+3	94%	+2	80%	-3	87%	86%	73%	65%	+5
LU	74%	+5	96%	=	82%	+6	87%	77%	70%	37%	-1
HU	84%	+1	89%	-1	84%	+3	88%	87%	74%	57%	-6
MT	92%	+3	94%	+2	92%	+5	81%	83%	62%	38%	+10
NL	89%	+8	90%	=	79%	+2	69%	76%	67%	27%	-4
AT	77%	-2	82%	+6	76%	-8	80%	78%	69%	40%	=
PL	90%	-3	89%	-2	75%	-7	81%	83%	66%	49%	-4
PT	88%	+2	87%	+5	78%	+1	84%	83%	73%	54%	+14
RO	87%	+2	85%	-1	62%	-3	81%	77%	66%	52%	+1
SI	93%	+1	97%	+3	91%	-2	90%	87%	78%	48%	-15
SK	85%	+5	95%	+1	90%	+2	91%	96%	77%	47%	+1
FI	92%	-2	89%	-1	84%	-4	78%	83%	65%	58%	-6
SE	92%	+2	91%	-2	83%	-2	73%	77%	77%	55%	+4
UK	88%	+1	87%	+5	82%	-2	82%	69%	65%	36%	+4
CY (tcc)	90%	+7	NA	NA	84%	+4	NA	NA	58%	31%	-3
HR	92%	-3	NA	NA	87%	-2	NA	NA	88%	41%	=
TR	78%	+7	NA	NA	71%	+10	NA	NA	69%	58%	+8
MK	86%	+2	NA	NA	70%	+4	NA	NA	62%	54%	+8
IS	99%	=	NA	NA	82%	+2	NA	NA	83%	40%	+4
ME	91%	=	NA	NA	79%	+3	NA	NA	64%	28%	-17
RS	87%	NA	NA	NA	81%	NA	NA	NA	63%	30%	NA

**Les catégories sociales les plus favorisées, et celles qui ont étudié le plus longtemps, sont globalement plus favorables à chacune de ces mesures.** Ainsi, les cadres sont par exemple 86% (pour 75% des chômeurs) à considérer que les mesures à prendre pour réduire la dette et le déficit public ne peuvent pas être retardées.

Seules exceptions, ils ne sont pas les plus nombreux à estimer que le secteur des services devrait être développé (78% des cadres, pour 82% des employés) et considèrent, à un niveau similaire que d'autres catégories socioprofessionnelles, que les Etats membres ont besoin d'une base industrielle plus solide (83% des cadres, des employés, des ouvriers et des chômeurs).

QC4 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

	(NOTRE PAYS) a besoin de réformes pour faire face au futur		Les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble pour combattre la crise financière et économique		(SPLIT A) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées		Les Etats membres de l'UE ont besoin d'une base industrielle plus solide		Les Etats membres de l'UE ont besoin de développer davantage le secteur des services dans leurs économies		Il est possible de réduire le déficit public et la dette tout en stimulant la croissance économique		(SPLIT B) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment	
	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Total 'D'accord'	Total 'Disagree'
UE27	89%	8%	89%	8%	82%	11%	82%	10%	78%	12%	68%	19%	40%	53%
 <b>Age de fin d'étude</b>														
15-	85%	10%	85%	9%	78%	11%	80%	8%	75%	11%	61%	19%	39%	49%
16-19	88%	9%	90%	7%	83%	11%	84%	8%	79%	11%	68%	20%	41%	52%
20+	91%	7%	93%	5%	85%	11%	83%	11%	80%	13%	75%	18%	39%	57%
Toujours étudiant	88%	8%	92%	6%	80%	13%	76%	14%	76%	14%	65%	22%	39%	52%
 <b>Echelle d'occupation</b>														
Indépendants	90%	9%	91%	7%	84%	11%	82%	12%	80%	12%	72%	19%	40%	55%
Cadres	91%	7%	92%	7%	86%	12%	83%	12%	78%	15%	76%	18%	42%	55%
Autres employés	89%	8%	91%	7%	83%	13%	83%	10%	82%	10%	72%	19%	41%	53%
Ouvriers	88%	9%	90%	8%	84%	11%	83%	11%	80%	12%	67%	21%	40%	54%
Hommes/ femmes au foyer	88%	8%	87%	7%	75%	12%	80%	9%	76%	11%	59%	18%	37%	51%
Chômeurs	90%	7%	89%	8%	75%	15%	83%	9%	79%	11%	68%	19%	41%	51%
Retraités	87%	9%	88%	7%	83%	8%	81%	8%	76%	11%	64%	19%	39%	52%
Etudiants	88%	8%	92%	6%	80%	13%	76%	14%	76%	14%	65%	22%	39%	52%
<b>Autopositionnement sur l'échelle sociale</b>														
Bas (1-4)	87%	9%	87%	8%	77%	12%	81%	9%	75%	12%	64%	18%	42%	47%
Moyen (5-6)	88%	9%	90%	7%	83%	11%	83%	10%	79%	12%	68%	20%	39%	54%
Haut (7-10)	90%	8%	91%	7%	85%	11%	82%	12%	79%	13%	72%	21%	40%	56%
<b>L'impact de la crise sur l'emploi</b>														
A atteint son apogée	91%	7%	95%	4%	87%	9%	85%	9%	84%	10%	76%	16%	42%	53%
Le pire reste à venir	88%	9%	89%	8%	82%	12%	82%	11%	77%	13%	66%	22%	39%	54%

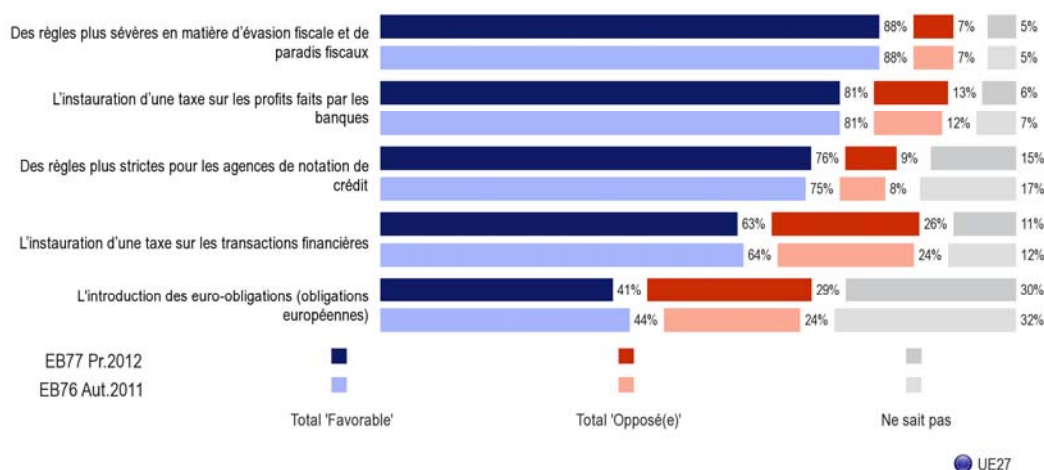
## 2. Quelles mesures pour réformer le système économique et financier

Les personnes interrogées étaient invitées à donner leur avis sur cinq mesures que l'Union européenne pourrait prendre pour réformer les marchés financiers mondiaux<sup>14</sup>.

A l'instar de ce l'on avait déjà observé lors de l'enquête Eurobaromètre 76 de l'automne 2011, **la majorité des personnes interrogées se dit favorable aux cinq mesures testées.**

On observe néanmoins que les personnes interrogées dans la zone euro sont plus nombreuses que celles qui vivent en dehors de celle-ci à approuver quatre de ces mesures. Un écart de 21 points (70%, pour 49%) sépare même les premières des secondes en ce qui concerne « l'instauration d'une taxe sur les transactions financières ». « L'introduction des euro-obligations » recueille cependant le même score dans la zone euro et en dehors (41%).

QC7. En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.



La mesure la plus soutenue, « **des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux** » (88% dans l'UE27, stable par rapport à l'automne 2011), est surtout plébiscitée en Grèce, à Chypre et en Slovaquie (97% chacun). C'est en Autriche (95%, +5 points) et à Malte (81%, +5 points) qu'elle connaît sa plus forte progression, et à l'inverse en Pologne (75%, -6 points) et en Lituanie (76%, -5 points) forte baisse.

« **L'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques** » (81% dans l'UE27) est citée le plus souvent en Grèce (97%), et c'est à Malte (51%, +9 points) qu'elle a le plus progressé.































C'est en Autriche (88%) que l'on est le plus favorable à « **des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit** » (76% dans l'UE27), pays qui enregistre la plus forte progression de l'adhésion à cette mesure (+7 points).

<sup>14</sup> QC7 En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre : Des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux ; L'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques ; L'instauration d'une taxe sur les transactions financières ; L'introduction des euro-obligations (obligations européennes) ; Des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit.

« **L'instauration d'une taxe sur les transactions financières** » (63% dans l'UE27) obtient son plus grand soutien auprès des personnes interrogées en Allemagne et en Autriche (80% chacun) et c'est à Chypre (61%, +11 points) qu'elle progresse le plus, mais surtout en Hongrie qu'elle chute le plus fortement (33%, -32 points).

Les personnes les plus favorables à « **l'introduction des euro-obligations** » (41% dans l'UE27) ont été interrogées en Belgique (64%). Les plus fortes évolutions ont été observées à Chypre (36%, -13 points), en Lituanie (33%, -11 points), en Hongrie (44%, -11 points) et au Luxembourg (47%, -10 points).

QC7 En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.

	Des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux		L'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques		Des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit		L'instauration d'une taxe sur les transactions financières		L'introduction des euro-obligations (obligations européennes)	
	Total 'Favorable'	Diff. Pr.2012-Aut.2011	Total 'Favorable'	Diff. Pr.2012-Aut.2011	Total 'Favorable'	Diff. Pr.2012-Aut.2011	Total 'Favorable'	Diff. Pr.2012-Aut.2011	Total 'Favorable'	Diff. Pr.2012-Aut.2011
 UE27	88%	=	81%	=	76%	+1	63%	-1	41%	-3
 Zone euro	90%	=	84%	+1	79%	+1	70%	-1	41%	-3
 Hors-zone euro	85%	=	77%	-3	70%	=	49%	-3	41%	-3
 BE	89%	-2	83%	-3	86%	-4	65%	-4	64%	-5
 BG	84%	+1	85%	+5	71%	+3	59%	-5	47%	=
 CZ	92%	=	86%	=	75%	-2	59%	-7	50%	-2
 DK	94%	+2	78%	+1	72%	-2	62%	+6	46%	-5
 DE	94%	=	89%	=	83%	+1	80%	-2	26%	=
 EE	81%	+3	72%	-3	68%	-5	46%	-3	31%	-4
 IE	90%	+1	90%	-2	79%	-5	52%	-1	53%	-7
 EL	97%	+2	97%	+1	83%	-4	72%	-3	56%	-5
 ES	93%	+2	81%	=	75%	-1	64%	-4	38%	-8
 FR	90%	+2	87%	+2	76%	+1	78%	+3	44%	-1
 IT	83%	=	76%	+1	73%	+2	66%	=	52%	-1
 CY	97%	+1	92%	-2	73%	-5	61%	+11	36%	-13
 LV	64%	-4	64%	-8	68%	-5	45%	-9	28%	-5
 LT	76%	-5	80%	-4	71%	-7	59%	-7	33%	-11
 LU	73%	-2	71%	-4	74%	-5	61%	-2	47%	-10
 HU	88%	-3	74%	-8	78%	-6	33%	-32	44%	-11
 MT	81%	+5	51%	+9	52%	-2	33%	+9	38%	-5
 NL	93%	-1	73%	+2	80%	-6	32%	-5	38%	-3
 AT	95%	+5	81%	+2	88%	+7	80%	+1	48%	-4
 PL	75%	-6	73%	-6	58%	+1	52%	+4	48%	-6
 PT	85%	+4	84%	+2	76%	-1	73%	+1	50%	-6
 RO	87%	=	79%	+2	56%	=	62%	+4	49%	=
 SI	88%	-4	83%	-4	76%	-5	66%	+2	45%	-3
 SK	97%	=	87%	-1	83%	-4	72%	-6	55%	-8
 FI	90%	+1	78%	-1	79%	-4	61%	+6	37%	-3
 SE	93%	-1	78%	-2	86%	-2	52%	-1	38%	=
 UK	88%	+4	77%	-3	77%	=	38%	-7	32%	-1

**L'analyse sociodémographique** fait apparaître des résultats relativement stables par rapport à la dernière enquête de l'automne 2011. Notons cependant que les hommes semblent plus favorables que les femmes à l'introduction des euro-obligations (46%, pour 38%), à l'instauration d'une taxe sur les transactions financières (65%, pour 60%) et à des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit (78%, pour 73%). Ces différences entre les deux genres sont essentiellement dues à des taux de non réponse plus importants chez les femmes. Notons aussi que les catégories les plus favorisées semblent plus favorables aux différentes mesures, en particulier les personnes les plus éduquées. Ainsi les personnes ayant fini leurs études à 20 ans et au-delà sont plus favorables à des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux (92% pour 86% des personnes ayant fini leurs études avant 16 ans), à l'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques (84% pour 79%), l'instauration d'une taxe sur les transactions financières (66% pour 61%), des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit (81% pour 68%) et en particulier pour l'introduction des euro-obligations (49% pour 32%).



## VI. L'IMPACT DE LA CRISE SUR L'UE ET LES EUROPÉENS

Plus de trois ans et demi après le début de la crise financière et économique qui frappe l'Union européenne, les personnes interrogées dans la présente enquête ont été invitées à répondre à trois nouvelles questions relatives aux conséquences de cette crise sur l'UE<sup>15</sup>.

Une très large majorité d'entre elles (84%) considère que, suite à la crise, **les pays de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble**. Cette opinion est davantage répandue dans les pays UE15 (84%, pour 81% dans les pays NEM12) et surtout partagée à Chypre (97%), au Luxembourg (93%) et en Allemagne (91%).

Elles sont également une majorité (53%) à penser que **l'Union européenne en sortira plus forte à long terme**. C'est davantage l'avis des personnes interrogées dans les pays UE15 (53%, pour 51% dans les pays NEM12), et principalement l'avis des personnes interrogées en Estonie (66%), au Danemark (62%), en Belgique et en Finlande (61% chacun). Néanmoins en République tchèque (49%), en Autriche et en Grèce (46% chacun), une majorité relative pense que la crise va affaiblir l'Union européenne.

Enfin, plus de la moitié des personnes interrogées (51%) déclarent **ne pas se sentir pour autant plus proches des citoyens des autres pays de l'UE**. Cette opinion est répandue essentiellement en dehors de la zone euro (55%, pour 48% dans la zone euro), et surtout au Danemark (70%), en Hongrie (68%), en Lettonie (67%) et en République tchèque (66%).

QC4a. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.



Total 'D'accord'

Total 'Pas d'accord'

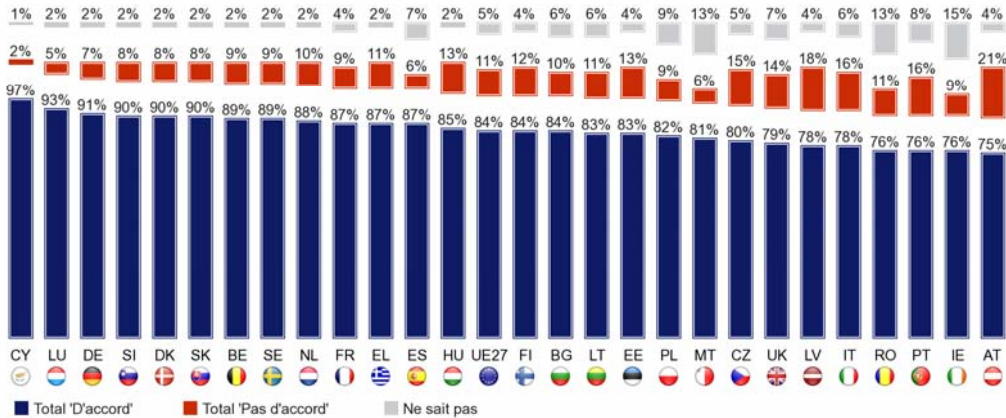
Ne sait pas

UE27

<sup>15</sup> QC4. 9, 10, 11 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes : Suite à la crise, vous pensez que l'UE sera plus forte à long terme ; Suite à la crise, vous vous sentez plus proche des citoyens des autres pays de l'UE ; Suite à la crise, les pays de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble

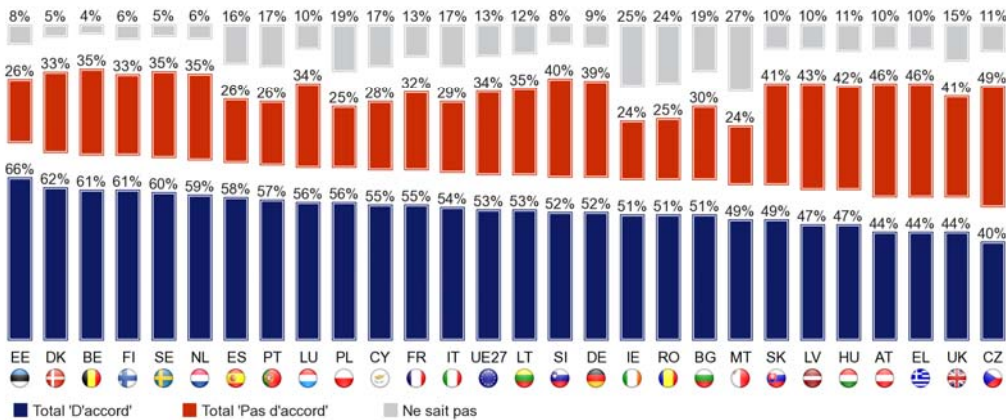
QC4a.11. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Suite à la crise, les pays de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble



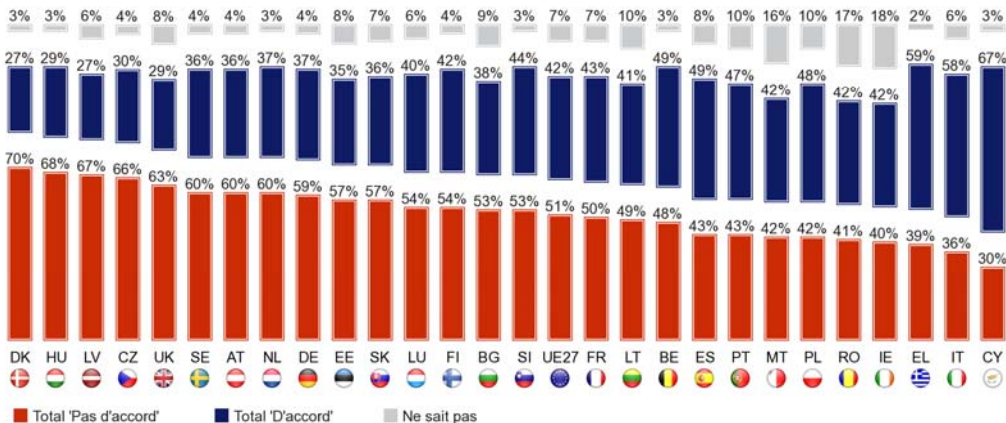
QC4a.9. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Suite à la crise, vous pensez que l'UE sera plus forte à long terme



QC4a.10. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.






Suite à la crise, vous vous sentez plus proche des citoyens des autres pays de l'UE





**Les différences entre catégories sociodémographiques sont relativement limitées sur ces trois propositions.** Toutefois, les personnes qui estiment que la mondialisation est une opportunité sont plus nombreuses (92%, pour 78% qui ne sont pas de cet avis) à penser que les Etats membres de l'UE devront travailler plus étroitement ensemble. Elles sont également plus nombreuses à considérer que l'UE sera plus forte à long terme (64%, pour 43%) et à se sentir plus proche des citoyens des autres pays de l'UE (49%, pour 38%). De même, les personnes qui estiment que l'Union européenne peut défendre ses intérêts économiques sont 90% (pour 77% qui pensent le contraire) à déclarer que les pays de l'UE vont devoir travailler davantage ensemble. Elles sont aussi 67% (pour 30%) à penser que l'UE sera plus forte à long terme et 51% (pour 30%) à se dire plus proches des citoyens des autres Etats membres de l'UE.

QC4a Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. Suite à la crise, vous pensez que l'UE sera plus forte à long terme

	Suite à la crise, vous pensez que l'UE sera plus forte à long terme			Suite à la crise, vous vous sentez plus proches des citoyens des autres pays de l'UE			Suite à la crise, les pays de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble		
	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas	Total 'd'accord'	Total 'pas d'accord'	Ne sait pas
UE27	53%	34%	13%	42%	51%	7%	84%	11%	5%
 <b>Sexe</b>									
Homme	54%	35%	11%	43%	51%	6%	86%	10%	4%
Femme	51%	33%	16%	42%	50%	8%	82%	11%	7%
 <b>Age</b>									
15-24	54%	32%	14%	39%	53%	8%	83%	11%	6%
25-39	54%	35%	11%	42%	52%	6%	86%	10%	4%
40-54	52%	35%	13%	45%	50%	5%	84%	11%	5%
55 +	51%	33%	16%	42%	50%	8%	83%	11%	6%
 <b>Age de fin d'étude</b>									
15-	47%	34%	19%	41%	50%	9%	79%	13%	8%
16-19	51%	36%	13%	40%	53%	7%	83%	11%	6%
20+	58%	33%	9%	47%	48%	5%	89%	8%	3%
Toujours étudiant	56%	31%	13%	44%	48%	8%	86%	10%	4%
 <b>Echelle d'occupation</b>									
Indépendants	53%	37%	10%	47%	47%	6%	85%	11%	4%
Cadres	56%	34%	10%	44%	52%	4%	88%	9%	3%
Autres employés	54%	34%	12%	46%	50%	4%	86%	11%	3%
Ouvriers	51%	37%	12%	39%	56%	5%	84%	11%	5%
Hommes/femmes au foyer	51%	28%	21%	42%	47%	11%	80%	10%	10%
Chômeurs	52%	35%	13%	40%	52%	8%	82%	11%	7%
Retraités	51%	33%	16%	41%	51%	8%	82%	11%	7%
Etudiants	56%	31%	13%	44%	48%	8%	86%	10%	4%
 <b>Difficultés à payer ses factures</b>									
La plupart du temps	79%	13%	8%	42%	49%	9%	79%	13%	8%
De temps en temps	81%	13%	6%	45%	47%	8%	81%	13%	6%
Pratiquement jamais	87%	9%	4%	41%	53%	6%	87%	9%	4%
<b>Ma voix compte dans l'UE</b>									
D'accord	71%	21%	8%	59%	37%	4%	92%	6%	2%
Pas d'accord	44%	42%	14%	35%	59%	6%	81%	13%	6%
<b>La mondialisation est une opportunité</b>									
D'accord	64%	28%	8%	49%	47%	4%	92%	6%	2%
Pas d'accord	43%	46%	11%	38%	57%	5%	78%	17%	5%
<b>L'UE peut défendre ses intérêts économiques</b>									
Plutôt d'accord	67%	24%	9%	51%	45%	4%	90%	8%	2%
Plutôt pas d'accord	30%	63%	7%	30%	67%	3%	77%	20%	3%

## SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 12 et le 27 mai 2012, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 77.3 de l'enquête EUROBAROMÈTRE à la demande de la COMMISSION EUROPÉENNE, direction générale de la communication, unité « Research and Speechwriting ».

La vague 77.3 est l'enquête EUROBAROMÈTRE STANDARD 77 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. L'enquête EUROBAROMÈTRE 77.3 a été conduite également dans les six pays candidats (la Croatie, la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Monténégro et la Serbie) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les États participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

**Marges statistiques dues au processus d'échantillonnage  
(au niveau de confiance de 95%)**

*tailles d'échantillon en lignes*

*résultats observés en colonnes*

	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	
N=50	6,0	8,3	9,9	11,1	12,0	12,7	13,2	13,6	13,8	13,9	N=50
N=500	1,9	2,6	3,1	3,5	3,8	4,0	4,2	4,3	4,4	4,4	N=500
N=1000	1,4	1,9	2,2	2,5	2,7	2,8	3,0	3,0	3,1	3,1	N=1000
N=1500	1,1	1,5	1,8	2,0	2,2	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	N=1500
N=2000	1,0	1,3	1,6	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	N=2000
N=3000	0,8	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	N=3000
N=4000	0,7	0,9	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	N=4000
N=5000	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	N=5000
N=6000	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	N=6000
N=7000	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	N=7000
N=7500	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	N=7500
N=8000	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	N=8000
N=9000	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	N=9000
N=10000	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	N=10000
N=11000	0,4	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	N=11000
N=12000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	N=12000
N=13000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	N=13000
N=14000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	N=14000
N=15000	0,3	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	N=15000
	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	

ABR.	PAYS	INSTITUTS	N°	DATES		POPULATION
			INTERVIEWS	TERRAIN	15+	
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.076	12/05/2012	25/05/2012	8.866.411
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.016	12/05/2012	21/05/2012	6.584.957
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.002	12/05/2012	24/05/2012	8.987.535
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.007	12/05/2012	27/05/2012	4.533.420
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.502	12/05/2012	27/05/2012	64.545.601
EE	Estonie	Emor	1.000	12/05/2012	27/05/2012	916.000
IE	Irlande	Ipsos MRBI	1.000	12/05/2012	25/05/2012	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.001	12/05/2012	25/05/2012	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.006	12/05/2012	27/05/2012	39.035.867
FR	France	TNS Sofres	1.007	12/05/2012	27/05/2012	47.620.942
IT	Italie	TNS Infratest	1.036	12/05/2012	24/05/2012	51.252.247
CY	Rép. de Chypre	Synovate	505	12/05/2012	27/05/2012	651.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.007	12/05/2012	27/05/2012	1.448.719
LT	Lituanie	TNS LT	1.019	12/05/2012	27/05/2012	2.849.359
LU	Luxembourg	TNS ILReS	507	12/05/2012	27/05/2012	404.907
HU	Hongrie	TNS Hoffmann Kft	1.010	12/05/2012	27/05/2012	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	12/05/2012	26/05/2012	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.012	12/05/2012	27/05/2012	13.288.200
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	993	12/05/2012	27/05/2012	6.973.277
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	12/05/2012	27/05/2012	32.306.436
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.010	14/05/2012	27/05/2012	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.073	12/05/2012	22/05/2012	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.023	12/05/2012	27/05/2012	1.748.308
SK	Slovaquie	TNS Slovakia	1.000	12/05/2012	27/05/2012	4.549.954
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.001	12/05/2012	27/05/2012	4.412.321
SE	Suède	TNS GALLUP	1.019	12/05/2012	27/05/2012	7.723.931
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.305	12/05/2012	27/05/2012	51.081.866
TOTAL UE27			26.637	12/05/2012	27/05/2012	406.834.359
CY(tcc)	Comm. chypriote turque	Kadem	500	12/05/2012	25/05/2012	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	12/05/2012	27/05/2012	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.000	14/05/2012	27/05/2012	52.728.513
MK	Ancienne Rép. yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.056	12/05/2012	18/05/2012	1.678.404
IS	Islande	Capacent	500			252.277
ME	Monténégro	TNS Medium Gallup	1.015	12/05/2012	21/05/2012	492.265
RS	Serbie	TNS Medium Gallup	1.020	12/05/2012	17/05/2012	6.409.693
TOTAL			32.728	12/05/2012	27/05/2012	472.288.137